



Numéro
112

Bulletin Officiel

Juillet 1999

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel
juillet 1999

TEXTES ÉMIS EN MARS-AVRIL 1999

Directeur de la publication : Frédéric Scanvic
Directeur-adjoint : François Braize
Rédacteur en chef : Isabelle Maréchal
Secrétariat de rédaction : Édith Pirio, Sylvie Bourcier
Josiane Karkidès, Sylvie Pisani, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél : 01.40.15.77.38.

Abonnement annuel : 120 f
18,29 euros

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Direction de l'administration générale

- Page 7 Note circulaire ministérielle du 7 août 1998 ayant trait à la gestion des personnels sur crédits de vacations.
- Page 8 Note circulaire du 6 janvier 1999 prise en application de la circulaire ministérielle du 7 août 1998 ayant trait à la gestion des personnels sur crédits de vacations.
- Page 10 Note circulaire du 18 mars 1999 relative à la gestion des personnels sur crédits de vacations, complétant la note circulaire, de même objet, du 6 janvier 1999.
- Page 17 Arrêté du 6 avril 1999 portant nomination du haut fonctionnaire chargé de la terminologie et de la néologie au ministère de la culture et de la communication.
- Page 17 Arrêté modificatif du 7 mai 1999 fixant la date des élections pour la désignation des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels.

Direction des Archives de France

- Page 17 Note AD/DEP 476 du 17 mars 1999 relative à la diffusion d'un questionnaire sur le concours de l'historien de demain.
- Page 17 Circulaire AD 99-1 du 2 avril 1999 relative au traitement des archives produites dans le cadre du revenu minimum d'insertion.

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 20 Arrêté du 30 mars 1999 portant nomination du directeur du Musée des monuments français.
- Page 20 Arrêté du 30 mars 1999 portant nomination du directeur du Centre des hautes études de Chaillot.
- Page 21 Circulaire du 23 avril 1999 relative à la conservation des grottes et abris ornés protégés au titre des monuments historique, remplaçant la circulaire du 27 février 1981 ayant même objet.
- Page 24 Circulaire du 4 mai 1999 relative aux conditions d'application du décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS) et à l'instruction de certaines autorisations de travaux.

Direction des musées de France

- Page 35 Arrêté du 8 février 1999 portant nomination du chef du service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale des musées de France.
- Page 35 Arrêté du 8 février 1999 portant nomination du chef du centre de recherche et de restauration des musées de France.
- Page 35 Arrêté du 8 février 1999 portant nomination du chef des galeries nationales du Grand Palais.
- Page 35 Arrêté du 8 février 1999 portant nomination des chefs de services à compétence nationale - musées nationaux.

Délégation aux arts plastiques

- Page 36 Arrêté fixant les modalités de sélection des candidats à une bourse de séjour à l'Académie de France à Rome pour l'année 1999.

Centre national de la cinématographie

- Page 38 Décision n° 8 - 396 du 26 février 1999 portant délégation de signature.
- Page 39 Désignation des agents assermentés par le Centre national de la cinématographie et agréés par la ministre de la culture et de la communication le 26 avril 1999 au titre de l'article L 331-2 du code de la propriété intellectuelle.

Réunion des musées nationaux

- Page 40 Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs de la carte Sésame - saison 1999/2000.
- Page 40 Décision du 29 mars 1999 relative à l'opération le Printemps des musées.
- Page 40 Décision du 29 mars 1999 relative à la vente de carnets de billets pour les collectivités au musée d'Orsay.
- Page 41 Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs de la carte Blanche du musée d'Orsay pour 1999 et 2000.
- Page 41 Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs de l'auditorium du musée d'Orsay pour le cycle de films *Retour sur images*.
- Page 41 Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs des musées de l'Île d'Aix.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 41 Décision n° 470-N du 31 mars 1999 portant délégation de signature.
- Page 46 Additif à l'article 8 de la décision n° 470-N du 29 mars 1999 portant délégation de signature.
- Page 46 Décision n° 480-N du 31 mars 1999 portant nomination du directeur général du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Documens signalés

- Page 47 Direction des Archives de France.
Page 47 Délégation à la langue française.

Mesures d'information

- Page 48 **Décision de justice intéressant le ministère de la culture**
Page 49 **Relevé de textes parus au Journal officiel**
Page 57 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 64 Dérogations aux délais vidéo
Page 67 Bulletin d'abonnement

Mesures de publication et de signalisation

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Note circulaire ministérielle du 7 août 1998 ayant trait à la gestion des personnels sur crédits de vacations

La ministre de la culture et de la communication

à l'attention de

Mesdames et Messieurs les directeurs et délégués, présidents et directeurs d'établissements publics administratifs

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles
sous couvert de Mesdames et Messieurs les préfets de région

Mesdames et Messieurs les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine
sous couvert de Mesdames et Messieurs les préfets de département

Le ministère de la culture a, depuis quelques années, pour faire face à l'accroissement de ses activités et à la stagnation de ses emplois budgétaires, dû recourir à l'emploi de nombreux agents rémunérés sur crédits de vacations.

Votre attention a été appelée à plusieurs reprises, notamment par les circulaires des 11 avril 1994 et 9 mai 1995, sur la nécessité de clarifier la situation de ces agents et d'assurer un suivi très attentif de celle-ci.

Ces circulaires avaient principalement pour objet de bien distinguer au sein de la population des agents rémunérés sur crédits de vacations :

- les personnels qui assurent depuis plus de 10 mois à temps complet (quotité de travail de 120 heures ou plus par mois ou assimilables) des fonctions correspondant à un besoin permanent de l'État et de ses établissements publics ;
- les personnels dont le recrutement répond à un besoin permanent mais qui implique un service à temps incomplet (moins de 120 heures par mois) ;
- les personnels dont le recrutement répond à un besoin à caractère saisonnier ou occasionnel, à temps

complet ou incomplet ;

- les vacataires engagés pour exécuter des tâches ponctuelles (par exemple des tâches d'enseignement d'une durée hebdomadaire inférieure à la moitié du service d'un titulaire), dont la rémunération ne peut constituer, en raison de sa quotité, un traitement normal ;

La période qui s'est écoulée depuis la production de ces circulaires a fait apparaître un nombre significatif de difficultés, de confusions ou de dérives par rapport aux règles ainsi posées.

Je souhaite aujourd'hui clarifier celles-ci.

Tout d'abord, je suis conduite à rappeler qu'il est strictement prohibé de recruter sur crédits de vacations des agents pour assurer, à temps complet, des fonctions correspondant à un besoin permanent, pour une durée supérieure à 10 mois (congrés payés inclus).

En outre, pour encadrer l'usage des autres formes de recours aux vacataires, trois types de mesures sont arrêtées et doivent être mises en œuvre sans délai :

1 - Doit être mis en place dans chaque structure gestionnaire de personnel, doté ou non de la personnalité juridique : un " cahier d'entrées-sorties " du personnel vacataire. Ce document, librement consultable par les organisations syndicales représentées dans l'établissement, sera renseigné lors de chaque recrutement d'un agent vacataire par les indications suivantes : date du recrutement, nom et prénom de l'agent, définition de la mission confiée, durée du recrutement. La sortie de l'agent donnera lieu à inscription au cahier.

2 - Il est interdit pour satisfaire un besoin permanent, à temps complet, de recruter des agents vacataires pour une durée de trois mois au plus, comme cela est le cas actuellement dans plusieurs services ou établissements. Pour répondre à ces besoins, je vous demande de recruter des agents vacataires pour une durée de 10 mois (congrés payés inclus). Cette mesure qui prendra effet le 1^{er} janvier 1999 devra être précédée par des études relatives aux conditions de sa mise en œuvre. À cet effet, vous me présenterez pour la fin du mois de septembre des chiffrages et des mesures d'organisation de vos services me permettant d'harmoniser les conditions d'entrée en

vigueur de cette mesure.

3 - L'ensemble des dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, relatif aux agents non titulaires de l'État et de ses établissements publics administratifs s'appliquent aux vacataires qui ont effectué plus de dix mois d'activité lorsqu'ils remplissent les conditions posées par les deux circulaires rappelées plus haut, quelque soit leur date de recrutement. Je souhaite ici réaffirmer que ces agents, lorsqu'ils sont maintenus en activité dans les services, doivent voir leur situation réglée par des décisions annuelles d'engagement pour l'année civile, pour l'année scolaire ou universitaire pour les écoles d'art et d'architecture.

Lorsque certains agents n'ont pas encore vu leur situation régularisée à cet égard vous voudrez bien les recruter par décision couvrant la période courant jusqu'au début de la prochaine année, puis procéder par décision annuelle.

Des notes techniques viendront, dans les prochaines semaines, préciser les conditions d'application de l'ensemble de ces dispositions.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

Note circulaire du 6 janvier 1999 prise en application de la circulaire ministérielle du 7 août 1998 ayant trait à la gestion des personnels sur crédits de vacations

Le directeur de l'administration générale
à l'attention de

Mesdames et Messieurs les directeurs et délégués,
présidents et directeurs d'établissements publics administratifs

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles
sous couvert de Madame et Messieurs les préfets de région

Mesdames et Messieurs les chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine
sous couvert de Mesdames et Messieurs les préfets de département

L'instruction n° 144 613 du 7 août 1998 de Madame la ministre de la culture et de la communication, relative à la situation des agents non titulaires rémunérés sur crédits de vacation, prévoyait que des notes techniques viendraient préciser les conditions d'application de ces décisions.

La présente circulaire a pour objet de compléter la circulaire précitée.

I. Recrutement des agents non titulaires rémunérés sur crédits de vacations

Le rappel des dispositions effectué dans la présente circulaire porte uniquement sur les possibilités d'employer des agents non titulaires pour une durée limitée ou pour occuper des emplois à temps incomplet.

Les circulaires des 11 avril 1994 et 9 mai 1995 avaient rappelé l'interdiction de recruter des «vacataires» pour une durée supérieure à 10 mois. Mais la pratique de différentes structures du ministère a conduit à ce que des agents non-titulaires se trouvent depuis cette date, pour remplir un besoin permanent du service public culturel, avoir cumulé, par périodes successives, une ancienneté qui conduit à ce que leur situation oblige à un examen au cas par cas pour apprécier dans quelle mesure ils doivent être, au 31 décembre 1998, assimilés à des «vacataires permanents». Vous voudrez bien porter la plus grande attention au traitement de ces cas particuliers. Le service du personnel et des affaires sociales est à votre disposition pour toute question relative à l'analyse et l'interprétation de ces dossiers.

La loi du 11 janvier 1984 et le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État précisent les cas et les durées pour lesquels il est possible d'employer des agents non titulaires.

1.1.- Les possibilités de recruter un agent non titulaire :

Aux termes des textes précités, il est possible de recruter un agent non titulaire pour répondre à un besoin saisonnier ou occasionnel (besoin au plus égal à six ou dix mois). Il convient dans ce cas de conclure un engagement pour la durée de ce besoin.

Il est en outre possible de recruter un agent pour une durée au plus de 10 mois congés inclus, en vue de satisfaire un besoin permanent à temps complet dans l'attente de pourvoir ce poste par un agent sur emploi budgétaire ou lorsqu'il n'a pas été possible de le pourvoir par cette voie.

Pour un même besoin, la durée totale du contrat conclu et de ses renouvellements éventuels ne peut excéder six ou dix mois, congés annuels compris, suivant qu'il s'agit d'un besoin saisonnier ou occasionnel, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986. Il est interdit de conclure un contrat d'une durée supérieure, afin de ne pas accroître le volume des vacataires dits «permanents». Les durées s'apprécient sur une période de 12 mois et non sur l'année civile.

En revanche, il n'est pas interdit de recruter successivement un même agent, pour des besoins différents, sans qu'un délai de carence vienne s'interposer entre deux recrutements. Ainsi un même agent peut être successivement recruté en vue de remplacer plusieurs agents absents (i.e. : congé de maternité, congé de maladie, congé de longue maladie). Il va de soi qu'il convient de prévenir l'intéressé qu'il ne s'agit pas d'une reconduction de contrat, mais d'un nouveau contrat, répondant à un besoin différent et limité dans le temps. Il est donc indispensable d'être très précis sur les fonctions confiées à l'agent recruté, fonctions qui doivent être mentionnées sur le contrat ou l'acte d'engagement.

Il est par ailleurs rappelé que l'article 10 du décret du 17 janvier 1986 prévoit dorénavant que l'agent non titulaire n'ayant pas pu bénéficier de l'ensemble de ses congés annuels (qui, au ministère, doivent être appréciés sur la base des 6/52^e du temps de travail) a droit à une indemnité compensatrice, au prorata des congés non pris, égale à un dixième de la rémunération totale brute perçue.

1.2.- Période d'essai et fin de fonctions :

a) L'article 9 du décret du 17 janvier 1986 précité prévoit que la durée de la période d'essai peut-être modulée selon la durée d'engagement. On peut s'inspirer des dispositions de l'article 45 du même décret et fixer cette durée ainsi :

- 8 à 15 jours pour les engagements d'une durée inférieure ou égale à 6 mois,
- 15 à 30 jours pour les engagements d'une durée de 6 à 10 mois.

Il vous appartient d'apprécier, dans ces fourchettes, la durée de cette période selon la nature des fonctions qui fondent le recrutement.

Lorsque la période d'essai s'avère non satisfaisante et vous amène à interrompre la relation contractuelle, je vous demande d'en informer l'agent par écrit et de lui indiquer les motifs de cette rupture.

b) Dans tous les cas, la fin de l'engagement doit être notifiée conformément aux délais prévus à l'article 45 du décret précité, à savoir huit jours avant son terme si l'engagement est inférieur à six mois, un mois avant lorsque l'engagement est supérieur ou égal à six mois.

1.3.- Délai de carence :

Les textes ne prévoient pas de délai de carence entre deux recrutements. Cependant, dans le cas où le même besoin permanent devrait être satisfait, si vous souhaitiez recruter à nouveau un agent qui a donné satisfaction, je vous demande de respecter un délai de carence d'une durée de 14 mois entre

deux engagements. Il convient de limiter ces renouvellements à une ou deux fois au plus.

1.4.- Notion de besoin permanent à temps incomplet :

La définition d'un besoin permanent à temps incomplet, tel qu'il est mentionné à l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984, doit s'entourer de critères objectifs ne permettant pas l'ambiguïté.

Ainsi, il faut exclure des emplois à temps incomplet les cas dans lesquels l'administration emploie des agents pour un temps réduit simplement pour s'en tenir au respect de la seule règle des 120 heures en application de l'arrêté du 30 décembre 1975 alors que ses besoins pourraient être satisfaits par le recrutement, en nombre inférieur, d'agents à temps complet.

En revanche, les activités consistant à accueillir un large public pour lui offrir différents services et prestations peuvent requérir la présence d'agents à certains moments de l'année, du mois, de la semaine ou de la journée dans des proportions de temps variables. À ce titre on peut inclure dans les besoins d'emplois à temps incomplet un certain nombre d'emplois notamment dans les activités d'accueil, de surveillance, de billetterie. L'impossibilité d'assurer ou de poursuivre certaines tâches indispensables en-dehors de la présence du public ou en dehors des pointes de fréquentation peut elle aussi justifier le recours à des agents à temps incomplet pour répondre à des besoins réguliers. D'autres cas particuliers peuvent justifier l'engagement d'un agent pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet. Là encore, vous voudrez bien porter la plus grande attention dans l'analyse de ces besoins et prendre l'attache du service du personnel et des affaires sociales avant de procéder à de tels recrutements.

Le recrutement d'agents à temps incomplet répondant à un besoin permanent peut se faire sur des contrats à durée indéterminée.

Les droits détenus par ces agents ne sont pas différents de ceux qui sont reconnus aux autres agents non titulaires par le décret du 17 janvier 1986.

Vous procéderez à une information des comités techniques paritaires que vous présidez sur les emplois de vos services ou établissements que vous considérez comme étant à temps incomplet.

1.5 Cas particuliers

a) Cas du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

L'abrogation du décret du 13 avril 1976 fixant

un régime spécifique quant à l'emploi d'agents vacataires a pour conséquence l'application du décret du 17 janvier 1986.

b) Pour ce qui concerne les établissements d'enseignement

Je vous précise que les circulaires précédentes et la présente instruction s'appliquent pleinement aux personnels non enseignants. S'agissant des enseignants et de certains personnels qui concourent directement aux actions de formation employés dans les écoles d'architecture et dans les écoles d'art et rémunérés sur crédits de vacances, la spécificité de leurs fonctions et des conditions d'exercice de leur activité m'a conduit à confier une mission d'expertise juridique dont les conclusions seront communiquées prochainement, conclusions qui fonderont des instructions ultérieures.

II . Mise en place des registres

Deux registres différents devront être mis en place.

2.1- Un registre des agents non titulaires recrutés depuis plus de 10 mois, rémunérés sur crédits de vacances et occupant un emploi permanent

Ce registre devra comporter les informations suivantes :

- la date initiale d'embauche,
- la quotité de travail,
- la ou les fonctions occupées.

S'agissant des fonctions, leur description pourra être faite en référence aux statuts des corps correspondants, lorsqu'ils existent, et le niveau de ces fonctions (catégorie A, B, C) devra être précisé.

2.2 - Un cahier des entrées et des sorties

L'instruction du 7 août prévoit la mise en place d'un cahier «entrées-sorties». Ce cahier doit être mis en place à compter du 1^{er} janvier 1999.

Il concernera les agents recrutés pour un besoin saisonnier ou occasionnel, donc, notamment ceux recrutés pour remplacer un agent absent, mais aussi ceux qui auront été recrutés pour satisfaire un besoin permanent, à temps complet ou incomplet.

Il se situera sur chaque site où des recrutements d'agents vacataires ont lieu et non dans le service gestionnaire.

Ainsi chaque direction devra avoir un cahier «entrées-sorties» et non, par exemple, le seul bureau de gestion du service du personnel et des affaires sociales. Il conviendra donc de désigner un responsable par site et de tenir ce cahier dans un lieu bien identifié où il pourra être consulté par les organisations syndicales représentées dans

la direction, l'établissement ou le service. Vous préciserez ce lieu par note de service interne.

Sur ce cahier devront figurer les renseignements suivants :

- le nom et le prénom de l'agent,
- les dates d'entrée en fonction et de fin de fonction constatées,
- le caractère saisonnier ou occasionnel qui motive le recrutement en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,
- le service d'affectation.

Ces renseignements devront être mentionnés au plus tard 48 h après le recrutement et la fin de fonctions.

Je vous précise qu'une information sur l'emploi de ces deux catégories d'agents devra être effectuée lors d'une réunion des comités paritaires locaux et du comité technique paritaire ministériel. Aussi vous communiquerez, au plus tard au mois de mars, à la mission des politiques du personnel un bilan chiffré et synthétique sur l'emploi de ces agents portant sur l'année précédente.

Je vous saurais gré de bien vouloir mettre en œuvre les instructions contenues dans la présente circulaire.

Vous trouverez ci-joints des modèles de contrats. Le service du personnel et des affaires sociales se tient à votre disposition pour toute précision que vous souhaiteriez lui demander.

La ministre de la culture et de la communication,
Pour la ministre et par délégation,
Le directeur de l'administration générale,
Frédéric Scanvic

Nota : les 8 modèles de contrats sont consultables au centre de documentation juridique et administrative du ministère de la culture, 4 rue d'Aboukir 75002 Paris.

Note circulaire du 18 mars 1999 relative à la gestion des personnels sur crédits de vacances, complétant la note circulaire, de même objet, du 6 janvier 1999

Le directeur de l'administration générale

à l'attention de

Mesdames et Messieurs les directeurs et délégués, présidents et directeurs d'établissements publics administratifs

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles
sous couvert de Madame et Messieurs les préfets

de région

Mesdames et Messieurs les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine sous couvert de Mesdames et Messieurs les préfets de département

Réf. : note circulaire n° 144 613 du 7 août 1998 signée de Madame la ministre de la culture et de la communication, ma note circulaire du 6 janvier 1999 prise en application de la précédente.

À la suite de la circulaire du 6 janvier dernier, de nombreuses questions ont été posées au service du personnel et des affaires sociales sur la mise en œuvre des dispositions qu'elle comporte. La présente note a pour objet de répondre à certaines de ces interrogations et de préciser la nature des éléments chiffrés sur l'année 1998 que vous devez fournir au service du personnel et des affaires sociales dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente circulaire.

Par ailleurs, la présente note engage un processus de recensement auprès de l'ensemble des établissements publics administratifs afin de proposer à la direction du budget pour la loi de finances 2000 l'extension des mesures de stabilisation des personnels vacataires obtenues dès 1999 pour certains établissements publics.

Il me paraît cependant nécessaire de préciser au préalable le contexte qui a contraint Madame la ministre à rappeler certaines règles de gestion du personnel rémunéré à la vacation.

Les circulaires des 11 avril 1994 et 9 mai 1995 n'ont pas, en effet, réussi d'une part à tarir le recrutement des vacataires dits « permanents » et d'autre part à faire appliquer aux personnels nouvellement recrutés les règles de gestion qui découlent du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions applicables aux agents non titulaires de l'État.

C'est pourquoi, alors que les deux circulaires de 1994 et 1995 insistaient sur les règles relatives aux personnels déjà en fonction, il a paru nécessaire de rappeler les modalités de recours aux agents vacataires, les durées d'engagement et les règles qui leur sont applicables.

I - Remarques générales

1 - 1. Les principales remarques portent sur la possibilité offerte par les textes de recourir pour des missions temporaires successives (mais différentes) à un même agent. La crainte manifestée de voir requalifier en contrat à durée indéterminée le contrat d'un agent ayant bénéficié de contrats d'engagement

à durée déterminée successifs ne me semble pas fondée du fait de la jurisprudence constante du Conseil d'État (cf. les arrêts du 20 avril 1984, ministre du Budget/Mlle Valton et autres et du 13 février 1983, C.H. d'Angoulême/Mlle Le Moing) reprise, plus récemment, par les jurisprudences des cours administratives d'appel (Paris 25 octobre 1996, Mme Fortin et Nantes 14 novembre 1996, M. Ghemmaz). Il convient en revanche que le terme du contrat soit bien précisé et que le contrat ne comporte pas de disposition de tacite reconduction.

En revanche, la possibilité de cumuler plusieurs contrats successifs, si elle n'apporte aucun droit à maintien pour l'agent bénéficiaire (dans la mesure où le recrutement ne répond pas à un besoin permanent), lui permet en revanche de cumuler son ancienneté au titre de ses droits à congé maladie, maternité, ..., au titre de ses droits « électoraux » (référendum ou conseil d'administration), pour présenter certains concours, ainsi que pour le calcul de ses droits à allocation pour perte d'emploi.

C'est pourquoi il convient d'apprécier l'opportunité d'user de cette possibilité non seulement du point de vue fonctionnel (ce dont traite la circulaire du 6 janvier 1999), mais aussi d'un point de vue budgétaire.

1 - 2. Il convient de considérer qu'hormis les vacataires, engagés pour répondre à un besoin ponctuel, les agents recrutés sur crédits de vacation pour répondre à un besoin occasionnel ou saisonnier ou à un besoin permanent à temps incomplet sont des agents non titulaires sur contrat à durée déterminée. Ils ne peuvent en conséquence être exclus du bénéfice d'une indemnité de licenciement, en cas de licenciement avant le terme de leur contrat n'intervenant pas à titre de sanction disciplinaire, au motif qu'ils sont rémunérés sur crédits de vacation. C'est pourquoi l'intitulé des contrats n'indique pas le terme de « vacataire ».

1 - 3. D'autres remarques ont porté sur les modèles de contrat proposés. Il convient tout d'abord de rappeler la première phrase de l'article 4 du décret du 17 janvier 1986 précité : « l'agent non titulaire est recruté par contrat ou engagement écrit. Pour les agents recrutés en application des articles 4, 5 et 6 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, le contrat précise l'article en vertu duquel il est établi ... ».

La simple décision de recrutement ne vaut que pour les « vrais » vacataires recrutés pour répondre à un besoin ponctuel qui n'établit pas de lien durable de subordination avec l'administration.

Je tiens à ce que la rédaction des contrats que vous proposerez aux agents soit le plus proche possible des modèles proposés (qui ont eux-mêmes été établis

d'après des modèles préconisés par le ministère chargé de la fonction publique). Ils ont pour objet, outre de rappeler les droits et devoirs de l'agent engagé, de préciser la nature du besoin qui a conduit à cet engagement.

Ces contrats doivent être soumis au visa du contrôleur financier si les dispositions qui fixent les règles de ce contrôle le prévoient (ces règles étant particulières à chaque établissement ou type de service). Si, en revanche, elles ne le prévoient pas, ils n'ont pas à l'être.

En ce qui concerne les visas portés sur les contrats et concernant la rémunération, il a été ajouté le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels de l'État. Ainsi, sans avenant au contrat la rémunération de l'agent pourra évoluer au même rythme que l'indice des fonctionnaires. Il va de soi que lorsqu'un agent est rémunéré au taux du SMIC horaire, il convient de viser le décret fixant les taux du salaire minimum interprofessionnel de croissance et non le décret de 1985 précité.

S'agissant de l'indemnité compensatrice pour congés payés mentionnée à l'article 4 des modèles de contrat, il va de soi que, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 17 janvier 1986 susmentionné, elle n'est due que lorsque les congés n'ont pu être pris «du fait de l'administration». Cette précision peut être utilement ajoutée aux contrats.

Afin de répondre au besoin de précision émis par les services, vous trouverez ci-joint de nouveaux modèles de contrats qui reprennent les principales remarques des services et ont été établis en deux versions selon le mode de rémunération. Les modèles de contrat concernent donc les personnels suivants :

1.- Pour le recrutement d'un agent répondant à un besoin saisonnier ou occasionnel :

a) modèle de contrat pour les agents exerçant des fonctions ne relevant pas de l'arrêté du 30 décembre 1975,

b) modèle de contrat pour les agents exerçant des fonctions visées par l'arrêté du 30 décembre 1975.

2.- Pour le recrutement d'agents engagés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet. Ces agents qui restent rémunérés sur des crédits de vacation, doivent être rémunérés selon les mêmes critères que les agents recrutés pour répondre à un besoin occasionnel ou saisonnier. Vous trouverez donc deux modèles de contrats qui répondent aux deux modes de rémunération possibles.

3.- Pour les agents engagés sur crédits de vacation pour répondre à un besoin permanent en l'absence d'un agent titulaire ou contractuel, vous trouverez

deux modèles de contrat qui répondent aux deux modes de rémunération suivant les fonctions exercées.

4.- Enfin, pour les agents ayant plus de dix mois d'ancienneté, dont le contrat est renouvelé annuellement, vous trouverez également deux modèles de contrat correspondant aux deux modes de rémunération possibles.

1 - 4. Certains d'entre vous ont souhaité voir la période d'essai allongée. Si ceci n'apparaît pas nécessaire, il convient d'appliquer à la période d'essai les mêmes règles que pour les stages des futurs fonctionnaires. Cette période doit donc être une période de présence effective et peut donc être prolongée de la durée d'absence pour congé maladie par exemple. Je vous propose d'ajouter le terme «effectifs» ou les mots «de présence effective» après la durée fixée.

En revanche, lorsqu'un agent est de nouveau recruté pour des fonctions similaires, il doit être exempté de cette période d'essai même s'il s'agit d'un nouveau contrat qui répond à un besoin différent.

1 - 5. En ce qui concerne la notification des fins de contrat, je souhaite, dans l'esprit d'amélioration de la gestion de cette catégorie de personnel, qu'elle soit signifiée à chacun des agents engagés, même si l'absence de notification ne peut être reprochée, en cas de litige, pour des contrats à durée déterminée.

1 - 6. La notion d'ancienneté supérieure à 10 mois ne se comprend que dans le cas où il y a présomption d'un recrutement répondant à un besoin permanent, c'est-à-dire que l'agent concerné doit avoir été engagé pour effectuer, sans solution de continuité, une même mission depuis plus de dix mois répondant au même besoin permanent (puisque supérieur à dix mois) et *a fortiori* dans le même service ou établissement.

II - Notion de besoin permanent à temps incomplet

Il peut sembler exister une contradiction entre la circulaire du 6 janvier 1999 qui indique la possibilité de recruter des agents sur des contrats à durée indéterminée (conformément au I de l'article 6 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la fonction publique de l'État) et le modèle de contrat proposé pour les recrutements répondant à un tel besoin, qui sont limités à une durée d'un an.

Cette contradiction n'est qu'apparente. En l'absence d'emplois [contrats inscrits au budget de l'État ou des établissements publics administratifs] pour asseoir les agents dont les fonctions répondent à cette

disposition, ceux-ci ne peuvent être recrutés que sur crédits. En revanche, même pour un premier recrutement, ces contrats peuvent être établis pour une durée d'un an et être reconduits de manière expresse indéfiniment pour répondre à un même besoin. Ces différences sont fondamentales par rapport aux engagements répondant à des besoins saisonniers ou occasionnels.

La direction du budget, interrogée par le ministère de la culture et de la communication sur ce point, a répondu verbalement qu'elle n'était pas hostile à l'établissement, dans ce cas précis, de contrats d'une durée pouvant aller jusqu'à une durée de trois ans sur le budget des établissements publics.

Je rappelle que vous devez procéder à une information des comités techniques paritaires sur les emplois répondant à un besoin permanent à temps incomplet.

III - Registres «entrées-sorties»

Certains d'entre vous ont appelé mon attention sur la qualité des personnes qui auront la capacité de consulter ces registres qui comportent des renseignements qui peuvent être considérés comme confidentiels.

La consultation de ces registres est conditionnée par un double impératif : d'une part la nécessité pour l'administration de travailler autant que possible de manière transparente et, d'autre part, l'obligation de confidentialité vis-à-vis des agents dont les noms figurent sur ces registres.

Les registres ne doivent donc comporter ni renseignement sur le niveau de rémunération, ni élément permettant de reconstituer le numéro INSEE comme la date et le lieu de naissance. Les seuls éléments qui doivent y figurer sont ceux rappelés dans la circulaire du 6 janvier 1999, ces renseignements peuvent tous être divulgués.

La communication de ces registres peut se faire aux membres des comités techniques paritaires ou aux secrétaires des sections syndicales régulièrement déclarées dans les établissements. Les communications sur support électronique sont prohibées. Les photocopies ne doivent être fournies que sur demande écrite des organisations syndicales.

Ces registres doivent être tenus, autant que faire se peut, par site. Sur chaque site, doivent donc figurer dans ce cahier l'ensemble des vacataires affectés sur le site quel que soit la direction ou l'établissement gestionnaire. Par exemple, dans une direction d'administration centrale, doivent figurer sur le cahier «entrées-sorties» les agents rémunérés sur les crédits de vacation gérés par la direction de

l'administration générale ainsi que ceux rémunérés sur crédits de vacation gérés par la direction elle-même.

IV - Stabilisation des agents vacataires des établissements publics administratifs

Dans le cadre de la négociation du projet de loi de finances pour 1999, la direction du budget a accepté la stabilisation de vacataires employés depuis plus de dix mois dans les établissements publics administratifs et :

- occupant un emploi de niveau de catégorie A ou remplissant une fonction pour l'exercice de laquelle il n'existe pas de corps de fonctionnaires. Les agents concernés peuvent bénéficier d'un contrat relevant de l'article 4 de la loi du 11 janvier 1984. Ces contrats sont indicés en référence aux grilles applicables dans les établissements et rémunérés à partir du compte 641.

Si les agents sont employés par un établissement inscrit sur la liste dérogatoire de 1984, il appartient à l'établissement de solliciter la création d'emplois à durée indéterminée dans le cadre de la procédure budgétaire classique.

- ou exerçant des fonctions correspondant à un besoin permanent à temps incomplet. La direction du budget a accepté le principe de l'octroi de contrats relevant de l'article 6, 1^{er} alinéa, de la loi du 11 janvier 1984 aux personnes concernées. Elles doivent pour cela travailler moins de 120 heures par mois et exercer une fonction *par nature* à temps incomplet. Elles restent rémunérées sur crédits de vacation (compte 646) mais bénéficient d'un contrat établi selon l'un des modèles fournis par la présente circulaire.

Sur la base d'un recensement des vacataires susceptibles de relever de ces deux dispositifs de stabilisation, effectué en avril 1998 par le service du personnel et des affaires sociales, 70 contrats en équivalent temps plein ont été obtenus pour stabiliser, sur des contrats relevant de l'article 4 de la loi du 11 janvier 1984, 87 agents rémunérés sur crédits de vacation de 5 établissements publics administratifs.

S'agissant des agents rémunérés sur crédits de vacation susceptibles de bénéficier d'un contrat relevant du 1^{er} alinéa de l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984, la direction du budget a souhaité procéder à un examen complémentaire des demandes de contrats recensées en 1998.

Je saisis cette occasion pour demander aux présidents ou directeurs d'établissements publics administratifs de bien vouloir effectuer à nouveau, avec le plus grand soin, un recensement des vacataires ayant plus de

dix mois d'ancienneté et qui pourraient relever, de par la nature des fonctions exercées, de contrats de l'article 6 alinéa premier du titre II du statut général. Il conviendra de préciser à cet effet, pour chaque catégorie de personnel, les caractéristiques précises des fonctions exercées, le nombre d'heures mensuel assuré et justifier le recours à des emplois à temps incomplet (moins de 120 heures) pour exercer ces fonctions. Il importe que les informations qui seront communiquées soient suffisamment détaillées pour emporter la conviction du contrôle financier. Il conviendra également d'indiquer le montant des rémunérations en jeu.

Si l'établissement n'a pas obtenu de contrats relevant de l'article 4 de la loi du 11 janvier 1984 précitée, dans le cadre de l'exercice de stabilisation 1999, les responsables des établissements publics administratifs pourront également préciser leurs besoins éventuels à ce titre. Je rappelle que seuls sont concernés les agents exerçant des fonctions de catégorie A ou des missions pour lesquelles il n'existe pas de corps de fonctionnaires.

Ces renseignements devront parvenir dans le délai d'un mois au service du personnel et des affaires sociales (mission de la politique des personnels) ainsi qu'à la direction de tutelle de l'établissement. Il sera utile d'indiquer si les agents recensés figurent dans les listes d'agents, rémunérés sous forme de vacations, éligibles aux concours réservés à la résorption de l'emploi précaire.

Sur la base des informations qui seront fournies, les stabilisations, relevant des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 6 du statut général, seront discutées dans le cadre de réunions qui se tiendront au début du second trimestre de 1999, avec les établissements concernés, leurs directions de tutelle et le contrôleur financier.

Les demandes de stabilisations sur contrat relevant de l'article 4 du statut général seront présentées lors des conférences budgétaires de préparation du projet de loi de finances pour 2000.

V - Éléments à fournir au service du personnel et des affaires sociales

La circulaire du 6 janvier 1999 indique à son avant-dernier paragraphe que vous devez transmettre au service du personnel et des affaires sociales un bilan chiffré et synthétique sur l'emploi des agents rémunérés à la vacation portant sur l'année précédente.

Afin de faciliter la tâche des agents gestionnaires, il a été décidé, en accord avec le contrôleur financier qui lui aussi vous demande un état des agents

rémunérés sur crédits de vacation, d'établir un modèle de tableau unique que vous trouverez ci-joint.

Il comprend l'ensemble des éléments qui peuvent vous être demandés par différents services.

Par ailleurs je vous rappelle qu'à l'avenir vous communiquerez ces éléments, sur disquette informatique, deux fois par an, au service du personnel et des affaires sociales afin de permettre d'une part un suivi de ces populations et un outil d'évaluation des besoins en matière de création d'emplois et d'autre part une information du comité technique paritaire ministériel.

Ces informations devront être transmises au service du personnel et des affaires sociales, mission de la politique des personnels, avant le 30 juin et le 31 décembre 1999, à l'exception de celles demandées au titre de 1998 qui devront parvenir avant le 9 avril prochain.

J'espère que ces précisions vous seront utiles. J'insiste une dernière fois sur le fait que les circulaires des 7 août 1998 et 6 janvier 1999 ont pour objectif premier d'apporter une amélioration du dialogue social, et c'est dans cet esprit qu'elles doivent être appliquées.

La ministre de la culture et de la communication,
Pour la ministre et par délégation,
Le directeur de l'administration générale,
Frédéric Scanvic

PJ : un tableau, une note d'utilisation et 8 modèles de contrat

Nota : les 8 modèles de contrats peuvent être consultés au Centre de documentation juridique et administratif du ministère de la culture, 4 rue d'Aboukir 75002 Paris (Tél. 01 40 15 77 27).

Annexes : : le tableau et la note d'utilisation (voir pages suivantes)

**TABLEAU DE SUIVI
DES AGENTS NON TITULAIRES
RÉMUNÉRÉS SUR CRÉDITS DE VACATION
DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE SES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS**

1/ Objectif :

Le tableau ci-joint vise à doter chacun des services d'un même outil de suivi de la population des agents non titulaires rémunérés sur crédits de vacation, quel que soit leur affectation ou les fonctions qu'ils exercent, à l'exclusion des personnes recrutées sur un besoin saisonnier. Conçu notamment pour calculer l'ancienneté des agents de façon à apprécier leur éligibilité au plan «Perben» de résorption de l'emploi précaire à la date d'ouverture de chacun des concours susceptibles d'être organisés, il comprend des champs de formules (colonnes masquées) à usage du service du personnel et des affaires sociales (SPAS) de la direction de l'administration générale (DAG).

Ce tableau sera transmis par messagerie, dès réception de cette circulaire, à tous les responsables de personnels des services et établissements publics concernés pour qu'ils puissent en disposer immédiatement en évitant un travail de ressaisie. Le SPAS se tient à leur disposition pour surmonter les éventuelles difficultés techniques d'utilisation. C'est **par messagerie** également que ces tableaux dûment à jour devront être retournés (parallèlement à un envoi par courrier) au service du personnel et des affaires sociales pour le recensement général bi-annuel prévu par la circulaire ci-jointe **à établir respectivement au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.**

Si cet outil présente des similitudes avec celui que le contrôle financier a demandé de mettre en place récemment dans certains services, il est à noter que la finalité de ces deux instruments diverge : celui du contrôle financier vise à suivre l'utilisation de l'ensemble des crédits de vacation et non le devenir des agents non titulaires rémunérés sur crédits de vacation recensés. Il vous est cependant possible de mettre en place un seul document de suivi regroupant à la fois les données souhaitées par le contrôle financier d'une part et par la DAG d'autre part. Si telle était votre option, vous veillerez à conserver la présentation et l'intégralité des colonnes du tableau DAG ci-joint.

2/ Contenu :

Ce tableau doit être renseigné des noms et prénoms de chacun des agents non titulaires rémunérés sur crédits de vacation de chaque service ou établissement selon la définition qui en est faite dans la circulaire.

La colonne «affectation» doit permettre d'indiquer le lieu exact d'exercice de l'agent (monuments ou musées par exemple) quand il s'agit d'une structure regroupant plusieurs unités (CNMHS par exemple).

La colonne «fonctions exercées» doit être renseignée, dans la mesure du possible, en référence à une nomenclature classique (gestion, secrétariat, accueil...) de manière à pouvoir apprécier, le cas échéant, les corps de titulaires correspondant à ce besoin.

La colonne «date de recrutement initial» est complétée de deux colonnes sous le chapeau «détail des engagements successifs» et intitulées «début de la période d'engagement» et «fin de la période» étant entendu **qu'un même agent peut avoir été employé sur des décisions, des fonctions, un nombre mensuel d'heure ou des taux de rémunération différents.** Il s'agit donc de retranscrire là les différentes périodes d'engagement ayant pu concerner un même agent, le calcul de son ancienneté et par conséquent de ses éventuels droits à stabilisation en étant dépendants.

La colonne «besoin permanent du service» est à cocher si les fonctions à temps complet ou incomplet confiées à un agent s'inscrivent dans le cadre des missions permanentes du service ou de l'établissement concerné - et notamment suppléent l'absence de personnels sur emploi de titulaire ou de contractuel -.

Correspondants :

Mlle Carole ÉTIENNE au 01.40.15.86.64 [carole.etienne@culture.fr],
ou

M. Jean-Louis PASTOR au 01.40.15.81.79 [jean-louis.pastor@culture.fr], mission de la politique des personnels du service du personnel et des affaires sociales de la direction de l'administration générale.

TABLEAU DE SUIVI DES AGENTS RÉMUNÉRÉS SUR CRÉDITS DE VACATIONS

Direction, service ou établissement :

Date de mise à jour :

Nom et coordonnées du responsable de la mise à jour :

Affectation	Nom	Prénom	Date de Naissance	Diplôme	Fonctions exercées	Catégorie assimilée (A,B,C)	Date Concours	Date de recrutement initial	Détail des engagements			Taux horaire de rémunération	Observations éventuelles
									Début de la période d'engagement	Fin de la période	Besoin permanent du service (X)	Nombre d'heures mensuelles	
Exemple : Château de Bussy	Martin	Julien	12/04/69	CAP	Jardinier	C	21/01/99	21/01/92	21/01/92 19/02/93	19/02/93 20/12/98	X	84 120	49,64 49,64

Arrêté du 6 avril 1999 portant nomination du haut fonctionnaire chargé de la terminologie et de la néologie au ministère de la culture et de la communication

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française et notamment son article 5,

Arrête

Art. 1^{er}. - Monsieur Roger Barrié, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles, est nommé haut fonctionnaire chargé de la terminologie et de la néologie au ministère de la culture et de la communication.

Art. 2. - La sous-direction des affaires juridiques à la direction de l'administration générale est chargée d'assister Monsieur Roger Barrié dans sa mission.

Art. 3. - Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

Arrêté modificatif du 7 mai 1999 fixant la date des élections pour la désignation des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1998, modifié par l'arrêté du 8 février 1999, portant création d'une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels du ministère chargé de la culture recrutés en application de l'article 4 ou régis par les articles 73 et suivants de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,

Arrête

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de l'arrêté du 9 avril 1999 est modifié comme suit : «La date des élections pour la désignation des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels est fixée au lundi 28 juin 1999».

Le reste sans changement.

Art. 2. - Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté et de sa publication au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation,
Pour le directeur de l'administration générale,
Pour le chef du service du personnel et des affaires sociales,
Le chef du bureau des personnels administratifs,
Philippe André-Bernavon

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

Note AD/DEP 476 du 17 mars 1999 relative à la diffusion d'un questionnaire sur le concours de l'historien de demain

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et Messieurs les présidents des conseils généraux
(archives départementales)

Une réflexion est en cours à la direction des Archives de France et tout particulièrement au Centre historique des Archives nationales sur le concours de l'historien de demain et son avenir.

Pour nourrir cette réflexion il est apparu indispensable de recueillir l'avis des directeurs des archives départementales et des professeurs des services éducatifs dans les archives départementales.

Vous trouverez ci-joint un questionnaire auquel je vous serais très obligé de bien vouloir répondre avant le 16 avril prochain.

Je vous remercie de votre attention.

La ministre de la culture et de la communication ,
et par délégation,
Le directeur des Archives de France,
Philippe Bélaval

Annexe : Le questionnaire (5 pages) est disponible au Service technique de la direction des Archives de France.

Circulaire AD 99-1 du 2 avril 1999 relative au traitement des archives produites dans le cadre du revenu minimum d'insertion

La ministre de l'emploi et de la solidarité

Le ministre de l'intérieur

La ministre de la culture et de la communication
à

Mesdames et Messieurs les préfets

(directions départementales des affaires sanitaires et sociales - directions des archives départementales)
- pour attribution -

Madame et Messieurs les présidents des conseils généraux (service chargé du revenu minimum d'insertion - archives départementales)

- pour information -

Mesdames et Messieurs les maires

(centre communal d'action sociale - archives communales)

- pour information -

La direction des Archives de France a poursuivi sa réflexion sur les archives produites dans le cadre de l'action sanitaire et sociale, comme annoncé par la première circulaire relative à ce domaine, à savoir la circulaire AD 98-6 du 6 juillet 1998.

La présente circulaire, élaborée en collaboration avec la délégation interministérielle au revenu minimum d'insertion (DIRMI), traite des archives produites par la procédure du revenu minimum d'insertion (RMI).

Alors que le RMI existe depuis dix ans (il a été créé par la loi du 1^{er} décembre 1988), il est apparu opportun d'aborder le problème de ces archives : aucun texte réglementaire ne l'aborde, et les services producteurs d'archives relatives au RMI ont dorénavant une expérience suffisamment longue pour apprécier l'intérêt administratif des documents.

Par souci de clarté, le tableau joint en annexe ne traite que des documents propres au RMI. Ainsi, l'aide au logement ou encore l'aide aux dépenses de santé n'ont pas été prises en compte, car elles ne sont pas accordées aux seuls bénéficiaires du RMI.

I. Présentation du dispositif d'insertion

Le RMI constitue l'un des éléments d'un dispositif global de lutte contre la pauvreté tendant à supprimer toute forme d'exclusion, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la formation, de la santé et du logement (article 1^{er} de la loi n°88-1088 du 1^{er} décembre 1988 modifiée).

L'État et le département en sont tous deux les principaux acteurs : l'État finance le RMI, en en déléguant le paiement aux caisses d'allocations familiales ou à la mutualité sociale agricole, tandis que le département œuvre pour les actions d'insertion, notamment professionnelle. Il en résulte plusieurs types de convention (partenariat, délégation, agrément) entre les différents partenaires de la mise en œuvre du dispositif d'insertion.

Article 34 de la loi n°88-1088 du 1^{er} décembre 1988 modifiée :

Le représentant de l'État dans le département et

le président du conseil général conduisent ensemble et contractuellement l'action d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RMI, avec le concours des autres collectivités territoriales et des autres personnes morales de droit public ou privé, notamment les associations, concourant à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Article 39 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 modifiée :

L'État et le département passent une convention définissant les conditions, notamment financières, de mise en œuvre du programme départemental d'insertion. Cette convention peut être complétée par des conventions avec la région, les communes, les associations et les autres personnes morales de droit public ou privé concourant à l'insertion, à la formation professionnelle et à la lutte contre la pauvreté. Elles précisent les objectifs et les moyens des dispositifs d'insertion financés ainsi que les modalités d'évaluation des résultats.

À l'issue de la mise en place de ce partenariat, des commissions assurent l'exécution et le suivi du dispositif : conseil départemental d'insertion (article 35 de la loi n°88-1088 du 1^{er} décembre 1988 modifiée), commissions locales d'insertion (article 42-1 de la loi n°88-1088 du 1^{er} décembre 1988 modifiée), cellules d'appui.

La personne souhaitant bénéficier du RMI dépose sa demande auprès d'un service instructeur, à savoir un centre communal d'action sociale, les antennes locales du service départemental d'action sociale (centre médico-social, unité territoriale, etc.), ou encore auprès d'associations et d'organismes agréés ayant reçu délégation (union départementale des associations familiales par exemple).

Un projet de contrat d'insertion est établi par le service instructeur qui l'adresse ensuite, pour approbation, à la commission locale d'insertion (CLI). Des représentants de l'État et du département constituent les membres de ces commissions. Après validation du contrat, un double du dossier de l'allocataire du RMI est renvoyé au service instructeur d'origine, qui assure le suivi de proximité.

Les dossiers individuels se retrouvent donc dans plusieurs services : service instructeur, CLI, caisse d'allocations familiales ou mutualité sociale agricole (organismes payeurs), et services centraux de l'État (préfecture ou DDASS) et du département (service d'action sociale). Un tableau inter-services, joint en annexe, est apparu indispensable pour traiter du circuit complexe de la procédure RMiste.

Article 12 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 modifiée :

La demande d'allocations peut-être, au choix du demandeur, déposée :

- auprès du centre communal ou intercommunal d'action sociale du lieu de résidence du demandeur ;
- auprès du service départemental d'action sociale défini à l'article 28 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;
- auprès des associations ou organismes à but non lucratif agréés à cet effet par décision du représentant de l'État dans le département.

Les demandes recueillies sont immédiatement enregistrées au secrétariat de la commission locale d'insertion dans le ressort de laquelle réside l'intéressé. Elles sont transmises au président du centre communal ou intercommunal d'action sociale de la commune de résidence, si la demande n'a pas été déposée auprès de ce centre. Le président du centre communal ou intercommunal d'action sociale de la commune de résidence transmet, à tout moment, au représentant de l'État dans le département les éléments d'information dont il dispose sur les ressources et la situation de famille de l'intéressé, ainsi que sur sa situation au regard de l'insertion. L'intéressé est tenu informé des éléments le concernant transmis par le président du centre communal ou intercommunal d'action sociale de la commune de résidence.

L'instruction administrative et sociale du dossier est effectuée par l'organisme devant lequel la demande a été déposée. Cet organisme assume également la responsabilité de l'élaboration du contrat d'insertion mentionné à l'article 42-4 et en suit la mise en œuvre. Il désigne en son sein, à cet effet, pour chaque bénéficiaire de contrat d'insertion, une personne chargée de coordonner la mise en œuvre de différents aspects sociaux, économiques, éducatifs et sanitaires de ce contrat.

Lorsque, pour l'application des dispositions de l'alinéa précédent, l'organisme instructeur n'a pas désigné pour chaque bénéficiaire de contrat d'insertion, un accompagnateur chargé de coordonner la mise en œuvre de différents aspects sociaux, économiques, éducatifs et sanitaires du contrat, ou en cas de difficulté, le président de la commission locale d'insertion formule des propositions pour cette désignation.

Les organismes payeurs visés à l'article 19 apportent leur concours à l'instruction administrative, en particulier pour ce qui concerne l'appréciation des ressources.

Article 23 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 modifiée :

L'allocation est versée à titre d'avance.

Article 24 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 modifiée :

Le représentant de l'État dans le département peut décider de faire procéder au versement d'acomptes ou d'avances sur droits supposés.

Article 29 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 modifiée :

Tout paiement d'indû d'allocation est récupéré par retenue sur le montant des allocations à échoir ou, si le bénéficiaire opte pour cette solution ou s'il n'est plus éligible au RMI, par remboursement de la dette en un ou plusieurs versements.

Le tableau joint en annexe tente de suivre la procédure du RMI telle qu'elle vient d'être décrite.

Néanmoins, à l'occasion des réunions de travail préparatoires au présent texte, les différences d'organisation du dispositif RMI sont apparues très importantes d'un département à l'autre, certains intitulés de commissions (comme les cellules d'appui notamment) ne recouvrant pas une même réalité en fonction du département. De même, le chargé de mission État peut être placé soit auprès de la préfecture, soit auprès de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. La nécessité d'adapter le tableau ci-joint est donc d'autant plus impérative dans le cadre des archives du RMI.

II. Présentation des annexes

L'annexe I constitue le tableau de tri et de conservation des archives produites dans le cadre du revenu minimum d'insertion. Il s'agit d'un tableau inter-services, précédé d'un sommaire, et se présentant en cinq colonnes.

Colonne n° 1 : Type de documents.

Les différentes catégories de documents ou de dossiers produits ou reçus par les services concourant à l'attribution du RMI y sont énumérées.

Colonne n° 2 : DUA.

La durée d'utilité administrative (DUA) est la durée pendant laquelle les services sont tenus de conserver les documents mentionnés dans la première colonne. Cette durée est définie en fonction des obligations juridiques qui incombent aux services, mais aussi en tenant compte des besoins d'information nécessaires à leur bonne marche.

Colonne n° 3 : Sort final.

Les mentions de conservation, de tri ou de destruction portées dans cette colonne doivent être interprétées

de la façon suivante :

C : versement pour conservation définitive aux archives départementales.

D : destruction, par les soins du service détenteur des archives au terme de la DUA, après signature d'un visa d'élimination par le directeur des archives départementales (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 16) ;

T : tri selon les modalités définies dans la colonne "Observations", assuré par le service versant, sous le contrôle des services d'archives départementales.

Colonne n° 4 : Observations.

Cette colonne permet d'apporter des précisions sur les modalités de tri ou de justifier du sort final.

Colonne n° 5 : Service(s).

Y sont portés les intitulés des services qui détiennent le type de documents mentionnés dans la première colonne.

Les abréviations utilisées sont à interpréter comme suit :

- ANPE : agence nationale pour l'emploi,
- CAF : caisse d'allocations familiales,
- CCAS : centre communal d'action sociale,
- CG : service d'action sociale du conseil général,
- CLI : commission locale d'insertion,
- CMS : centre médico-social, antenne locale du service départemental d'action sociale,
- CNAF : caisse nationale des allocations familiales,
- CNASEA : centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
- DDASS : direction départementale des affaires sanitaires et sociales,
- MSA : mutualité sociale agricole.

L'annexe II est une liste récapitulative des documents et dossiers à conserver intégralement ou partiellement (après un tri mécanique), dans les différents services participant au dispositif RMI. Il s'agit d'une liste brute, à savoir dépouillée de toutes observations, de toutes durées d'utilité administrative et de tous critères de tri.

Elle vise à rappeler de manière synthétique les documents et dossiers présentant un caractère historique.

Vous voudrez bien nous saisir de toute difficulté que pourrait entraîner l'application de la présente circulaire.

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,
et par délégation,
Le délégué interministériel,
au revenu minimum d'insertion,
Pierre Gauthier

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,
et par délégation,

Le directeur de la sécurité sociale,
Raoul Briet

Le ministre de l'intérieur,
et par délégation,
Le directeur général des collectivités locales,
Didier Lallement

Le ministre de la culture et de la communication,
et par délégation,
Le directeur des Archives de France,
Philippe Bélaval

Annexes : un tableau de tri et de conservation et une liste récapitulative (13 et 4 pages) sont consultables au service technique de la direction des Archives de France.

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté du 30 mars 1999 portant nomination du directeur du Musée des monuments français

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant le Musée des monuments français en service à compétence nationale ;

Sur proposition du directeur de l'architecture et du patrimoine,

Arrête

Art. 1^{er}. - M. Jean-Louis Cohen, professeur d'université, est nommé directeur du Musée des monuments français à compter du 1^{er} janvier 1999.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

Arrêté du 30 mars 1999 portant nomination du directeur du Centre des hautes études de Chaillot

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 relatif à la création du Centre des hautes études de Chaillot ;

Sur proposition du directeur de l'architecture et du

patrimoine,

Arrête

Art. 1^{er}. - M. Alain Marinos, architecte et urbaniste en chef de l'État, est nommé, à compter du 1^{er} janvier 1999, directeur du Centre des hautes études de Chaillot.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

Circulaire du 23 avril 1999 relative à la conservation des grottes et abris ornés protégés au titre des monuments historiques, remplaçant la circulaire du 27 février 1981 ayant même objet

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et Messieurs les préfets de région
directions régionales des affaires culturelles

La réglementation sur les immeubles protégés au titre des monuments historiques (décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques) prévoit que toute intervention susceptible de modifier une partie quelconque du monument ou d'en compromettre la conservation doit être soumise à une autorisation ministérielle.

Il apparaît que cette disposition doit être appliquée avec une extrême vigilance dans les grottes et abris ornés.

Ces monuments, par les témoignages rares et remarquables qu'ils livrent sur la pensée et la plus ancienne expression esthétique de l'humanité, sont des éléments particulièrement précieux du patrimoine culturel.

Ces témoignages, qui ne sont parvenus jusqu'à nous que grâce à un concours de circonstances exceptionnelles, sont pour la plupart d'une extrême fragilité et très vulnérables, tant aux modifications du milieu qu'aux interventions directes de l'homme.

Un contrôle rigoureux s'impose donc pour toutes les opérations susceptibles d'être entreprises dans ces grottes et abris ornés (conditions de visites, aménagements, explorations spéléologiques, relevés, prises de vue photographiques et cinématographiques, etc ...).

Les présentes instructions s'attachent à la finalité de conservation du patrimoine dégagée par circulaire du 27 février 1981 dans les termes qui viennent

d'être repris. Elles tiennent compte des changements technologiques constatés depuis lors et de l'évolution des pratiques administratives vers une déconcentration accrue. Elles prennent nécessairement en considération la spécificité du milieu, la fragilité des témoignages et la nécessité de la réunion de compétences diverses inégalement réparties sur le territoire.

Vous voudrez bien vous attacher à veiller à ce que soient respectées les procédures suivantes pour les grottes et abris ornés protégés au titre des monuments historiques, qu'ils relèvent de la préhistoire ou de toute autre période :

1 - Travaux d'aménagement

Sauf intervention d'extrême urgence que vous devriez entreprendre pour enrayer un péril imminent, les projets d'aménagement ou de modifications d'aménagement existants ne pourront être suivis d'exécution sans l'avis de la Commission supérieure des monuments historiques, VII^{ème} section (grottes ornées), de même que les travaux liés aux études préalables ou au gros entretien. Le dossier technique que vous me transmettez pour être soumis à cette commission devra obligatoirement être accompagné de rapports circonstanciés établis respectivement par le conservateur régional des monuments historiques et le conservateur régional de l'archéologie. Chaque fois que cela s'avérera nécessaire une enquête technique devra être demandée par vos soins au laboratoire de recherche sur les monuments historiques qui réalisera ou fera réaliser les études nécessaires ; son rapport sera joint au dossier soumis à la Commission.

L'autorisation sera délivrée par le directeur de l'architecture et du patrimoine.

On soumettra à réflexion préalable concertée et encadrement les travaux qui ne présentent pas le même impact mais sont néanmoins susceptibles de conduire à des découvertes ou à des dégradations : ainsi des relevés topographiques.

2 - Explorations spéléologiques

Aucune exploration spéléologique ne sera autorisée sans votre accord.

3 - Relevés et moulages

Les demandes devront être déposées avant le 1^{er} décembre de l'année précédant l'intervention sollicitée auprès du conservateur régional de l'archéologie qui recueillera l'avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique.

Pour les moulages, une enquête technique pourra être demandée au laboratoire de recherche sur les monuments historiques.

L'autorisation sera délivrée par vos soins. Elle comprendra une clause de réserve faisant obligation au titulaire de l'autorisation de déposer au Centre national de préhistoire une copie de chacun des relevés ou moulages réalisés.

4 - Prises de vue photographiques et cinématographiques

Les demandes de prises de vues photographiques ou cinématographiques seront instruites par le service régional de l'archéologie.

La notice jointe à la présente circulaire permettra de recueillir toutes informations utiles à l'instruction des demandes. Ces dernières devront être déposées au moins deux mois avant la date envisagée pour les prises de vue.

On doit rappeler, à ce point de l'exposé de la procédure, que si les modifications techniques intervenues au cours des dernières années ont considérablement réduit les risques provenant des sources de chaleur, d'autres risques, inhérents à la présence d'une équipe - aussi réduite soit-elle - et de son matériel - aussi performant soit-il - subsistent. Il convient donc toujours de proposer le recours à l'utilisation d'un corpus, lorsque celui-ci existe, afin de limiter, dans toute la mesure du possible, la fréquentation des cavités pour prises de vues.

L'autorisation sera délivrée par l'échelon régional : elle précisera le nombre de personnes admises, la durée de tournage, les conditions techniques (éclairage) de réalisation.

L'accompagnement de l'équipe de tournage par un agent de l'État est obligatoire.

Dans ce domaine comme pour les autres situations, il va de soi que l'ample déconcentration à laquelle il est procédé a pour corollaire l'information systématique de l'échelon central (sous-direction de l'archéologie). Bien évidemment, en cas de situation complexe ou délicate, sur quelque plan que ce soit, l'information préalable est à fournir à l'échelon central et l'avis de la Commission supérieure des monuments historiques sera sollicité.

Il va de soi, mais on ne saurait trop le rappeler, qu'en la matière le souci de préservation du patrimoine doit prévaloir sur toutes autres considérations et que la spécificité des sites peut justifier des mesures plus contraignantes allant jusqu'à l'interdiction d'opérer.

5 - Sondages, fouilles, prospections avec relevés d'art rupestre

Les demandes de sondages, fouilles, prospections avec relevés d'art rupestre dans les grottes ornées

protégées sont instruites par le service régional de l'archéologie en application de la loi du 27 septembre 1941 et des décrets n° 94-422 et 423 du 27 mai 1994 et donnent lieu, selon le cas, à examen par la commission inter-régionale de la recherche archéologique compétente ou régionale de la recherche archéologique compétente ou par le conseil national de la recherche archéologique et à décision du préfet de région ou du ministre.

On prendra particulièrement garde au fait que sondages et fouilles sont susceptibles de modifier les conditions d'écoulement des fluides dans la cavité et qu'une étude environnementale préalable devra, la plupart du temps, être envisagée.

Conformément à la règle générale indiquée sur le dossier-type de demande d'opération archéologique, il convient lorsque les travaux de recherche envisagés prennent place sur un site bénéficiant d'une protection juridique, de fournir, à l'appui de la demande, l'accord écrit de l'autorité compétente, en matière de monuments historiques (cf. circulaire du 28/10/1996 - B.4.1).

Pour la ministre et par délégation,
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
François Barré

Annexe (voir page suivante) :

Notice pour l'instruction des demandes d'enregistrement (photo ou film) dans les cavités conservant des témoignages archéologiques pariétaux.

Notice pour l'instruction des demandes d'enregistrement (photo ou film) dans les cavités conservant des témoignages archéologiques pariétaux

*L'autorisation administrative est subordonnée à l'acceptation préalable
et aux conditions qu'édicte le propriétaire du site*

Conditions générales

Le responsable du projet s'engage à fournir gracieusement, pour archivage et conservation 2 exemplaires de l'œuvre au ministère de la culture (tirages photo, cassette vidéo, C.D. ...) au plus tard dans les deux mois qui suivent la diffusion ou la publication.

- 1 exemplaire sera déposé au Centre national de préhistoire (Périgueux) ;
- 1 exemplaire sera déposé au SRA / DRAC concerné.

Ces documents pourront être librement exploités par le ministère de la culture pour des usages **non commerciaux** (congrès, colloques, manifestations, animations ...). Le propriétaire de l'œuvre sera informé de ces utilisations.

Il est également souhaitable qu'une copie des rushes et documents non diffusés soit déposée pour archivage et conservation au CNP : une convention sera alors établie pour toute éventuelle exploitation.

Durant sa présence sur le site, l'équipe de tournage sera accompagnée en permanence par un agent désigné par le ministère de la culture : il sera habilité à prendre sur le terrain, toutes les mesures concernant la sécurité du site et des personnes, qui n'auraient pas été précisées dans l'éventuelle autorisation.

Renseignements nécessaires à l'instruction de la demande

- demande produite par : (raison sociale, nom, adresse, tél et fax) ;
- responsable du projet (producteur, réalisateur, propriété intellectuelle de l'œuvre ...) ;
- responsable qui sera présent sur le site lors de l'enregistrement ;
- site(s) sollicité(s) pour le tournage (désignation complète) ;
- indication sur l'existence d'un corpus ;
- justification de la demande ;
- exposé des motivations nécessitant le tournage dans le site original ;
- résumé du scénario ou synopsis du projet (en quelques lignes) ;
- détail des plans envisagés (par exemple panneaux, ITV dans telle galerie, détail de sols, plans de raccord ...) ;
- destination du produit : reportage, magazine ...
- quelle part du document prévu : support, format, durée, utilisation prévue commerciale ou non commerciale ...

Données techniques proposées

Nombre de personnes devant être présentes sur le tournage et composition de l'équipe d'enregistrement :

- techniciens (caméra, son, éclairage) ;
- intervenants (acteurs, silhouettes, ITV...) ;
- autres personnes présentes sur le tournage (réalisateur, assistants, consultants ...) préciser le nombre minimum indispensable ;
- matériel d'enregistrement envisagé ;
- caméra (type, format, éventuellement poids et encombrement ...) ;
- éclairage : nombre, puissances unitaires, puissance totale (souhaitées, minimum ...) ;
- source d'énergie (batteries, secteur, groupe électrogène ...) ;
- accessoires souhaités (pieds, grues, rail pour travelling ...) ;
- dates souhaitées et durée prévue pour le tournage.

Circulaire du 4 mai 1999 relative aux conditions d'application du décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS) et à l'instruction de certaines autorisations de travaux

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et Messieurs les préfets de région
directions régionales des affaires culturelles

Mesdames et Messieurs les préfets de département
services départementaux de l'architecture et du patrimoine
pour information

Introduction

La loi du 28 février 1997, relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés, a profondément modifié le système antérieur marqué par l'existence de deux organismes consultatifs régionaux spécialisés, l'un dans l'instruction de la procédure d'inscription au titre des monuments historiques (loi du 31 décembre 1913), l'autre dans l'instruction des zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) et des appels sur avis de l'architecte des Bâtiments de France (ABF) prévus, au titre de cette procédure, par la loi du 7 janvier 1983.

Elle a, en effet, fusionné les deux organismes existants, la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique (COREPHAE), de nature administrative, et le collège régional du patrimoine et des sites ayant la nature d'un collège indépendant d'experts. La nouvelle commission hérite des attributions de ces deux organismes. Elle est conçue comme un organisme consultatif, de nature administrative, c'est à dire présidé par un fonctionnaire d'autorité, à la différence de ce qu'était l'ancien collège.

La seconde innovation de la loi est la généralisation à tous les avis conformes de l'ABF, sauf celui qui s'exerce en site inscrit, d'une procédure de saisine régionale qui n'existait auparavant que dans le seul cadre de procédure de ZPPAUP. La loi a donc explicitement créé une procédure de saisine concernant les avis de l'ABF en abords de monument historique (art. 2 de la loi) et en secteur sauvegardé (art. 3 de la loi).

La présente circulaire porte sur le fonctionnement de la nouvelle commission. Les circulaires relatives à l'orientation des politiques de protection, notamment au titre de la loi du 31 décembre 1913 restent valables jusqu'à nouvel ordre. En ce qui concerne les

ZPPAUP, la circulaire du 1^{er} juillet 1985, qui règle l'ensemble des aspects juridiques posés par cette procédure, y compris le contenu et la présentation des dossiers de protection, reste également valable.

I) Modalités générales du fonctionnement de la commission

A) Composition de la commission

La commission comprend sept fonctionnaires membres de droit et vingt-trois membres nommés par vos soins pour une durée de quatre ans, dont quatre fonctionnaires et dix-neuf personnalités (huit élus, huit personnalités qualifiées et trois représentants d'associations).

Les membres nommés par le préfet de région, le sont sur proposition du directeur régional des affaires culturelles (DRAC), après consultation du directeur régional de l'environnement (DIREN). Pour constituer la première commission, il pourra utilement être fait appel à d'anciens membres des ex-collèges régionaux du patrimoine et des sites et des COREPHAE.

Il est indispensable de s'assurer préalablement que les personnalités susceptibles d'être nommées aient la disponibilité suffisante et s'engagent à une participation effective et assidue aux séances. L'exigence d'assiduité est naturellement encore plus forte pour les fonctionnaires, qu'ils soient membres de droit ou nommés. Les membres de droit peuvent se faire représenter. Les membres nommés autres que les huit personnalités qualifiées peuvent se faire remplacer par leur suppléant désigné dans les mêmes conditions qu'eux. Je souhaite cependant que l'utilisation de la possibilité de représentation ou de suppléance reste exceptionnelle.

Les élus représenteront dans toute la mesure du possible la géographie régionale ainsi que les trois niveaux de collectivités territoriales. Ils seront retenus en fonction de leur compétence personnelle et de leur intérêt pour le patrimoine et l'architecture attesté par des actions menées au cours de leur mandat. Au moins un élu sera issu de communes dotées d'un secteur sauvegardé ou d'une ZPPAUP.

Les personnalités qualifiées, choisies en fonction de leur propre compétence, n'ont pas de suppléant. Il s'agira d'historiens, d'historiens de l'art, d'universitaires, de chercheurs, d'architectes ou de paysagistes qui seront retenus au regard de leur activité présente ou passée ou de leurs travaux personnels sur le patrimoine ou l'architecture de la région. On veillera tout particulièrement à ce que dans ce choix, soit notamment prises en compte la défense et la promotion de l'architecture

contemporaine. Les personnalités qualifiées devront avoir de solides attaches avec la région, même si elles n'y résident pas en permanence. Un conservateur des antiquités et des objets d'art peut figurer parmi ces personnalités pour assurer la cohérence du travail des commissions départementales des objets mobiliers sur le patrimoine mobilier avec celui des CRPS sur le patrimoine immobilier. On veillera à ce que le conseiller en ethnologie puisse participer aux travaux de la commission.

Les associations représentées, devront posséder une autorité certaine et une audience régionale reconnue. Il paraît indispensable qu'elles aient leur siège dans la région ou, s'il s'agit d'associations menant des actions nationales, qu'elles disposent d'un représentant régional permanent. L'arrêté portant nomination de ces membres devra nommément désigner le représentant des associations retenues. Titulaires et suppléants pourront, selon le cas, soit appartenir à une même association soit à deux associations distinctes. L'une des associations choisies devra être représentative des propriétaires de monuments historiques.

Il est naturellement possible de prendre en considération les différents critères pour nommer le cas échéant dans une catégorie de membres une personne qui n'aurait pas pu l'être dans une autre déjà pourvue : ainsi un président d'association pourrait par exemple être désigné en tant que personnalité qualifiée en fonction de ses compétences personnelles.

B) Le principe de la commission unique

Le principe d'une commission unique pour les missions de proposition de protection au titre des monuments historiques, des ZPPAUP, et des appels sur avis a été voulu par le législateur. Il n'est pas prévu de mettre en place des sous-sections avec des personnalités différentes, même avec un tronc commun. La commission peut donc mêler dans la même réunion l'examen d'un projet de ZPPAUP, une saisine sur avis de l'ABF, et plusieurs protections d'inscription au titre des monuments historiques. Il est également possible de consacrer l'intégralité d'une séance à l'examen de dossiers relevant d'un seul type de procédure.

Le principe d'une commission unique, sans sous-section doit permettre aux participants de développer une culture de la protection qui soit commune aux trois procédures et plus particulièrement de pouvoir donner un avis pertinent sur le choix de telle procédure plutôt que de telle autre. La commission pourra par exemple recommander, à l'occasion de l'examen d'un dossier d'inscription,

de mettre parallèlement à l'étude un projet de ZPPAUP, voire différer son avis définitif sur un projet d'inscription en attendant une réponse sur la faisabilité et l'opportunité d'une ZPPAUP. La commission est donc le lieu d'un débat sur la protection adéquate. Bien que spécialisée dans l'examen des demandes d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, la délégation permanente prévue à l'article 2 du décret pourra, comme le fait la commission régionale, recommander éventuellement le lancement d'une étude de ZPPAUP.

C) Le déroulement des travaux

Le décret du 28 novembre 1983 concernant les rapports entre l'administration et les usagers précise un certain nombre de dispositions relatives au fonctionnement des organismes consultatifs.

Il conviendra de s'y reporter en ce qui concerne notamment l'obligation d'un quorum égal à la moitié du nombre des membres de la commission ainsi que pour les délais de convocation, l'information des membres et les précisions devant figurer au procès verbal.

Les modalités du déroulement des travaux sont détaillées mission par mission, aux chapitres II, III, IV et suivants.

D) Information de la CRPS sur l'activité des services patrimoniaux

La CRPS est tenue informée au moins une fois par an de l'activité des services patrimoniaux, à l'exception des questions relatives aux fouilles et recherches archéologiques qui relèvent de la compétence des commissions interrégionales de la recherche archéologique :

- monuments historiques : la CRPS est informée du contenu des programmes de travaux en cours d'exécution et de leur état d'avancement ainsi que des programmes de travaux à venir, relatifs aux immeubles et objets mobiliers classés et inscrits ainsi qu'au patrimoine rural non protégé, une fois qu'ils auront été soumis par vos soins à la conférence administrative régionale. La CRPS est également informée des principales actions de formation, d'animation, de réutilisation et de mise en valeur relatives aux monuments (aides aux associations, publications, expositions, chantiers de bénévoles, actions envers les scolaires, ouverture et visite des monuments...).

- inventaire : la CRPS est informée des programmes annuels et pluriannuels élaborés par le service de l'inventaire et relatifs aux recherches thématiques ou topographiques, ainsi que des publications et

expositions préparées par l'inventaire.

- ethnologie : La CRPS est informée des études et actions conduites en faveur du patrimoine ethnologique.

- ZPPAUP : la CRPS est informée de l'état d'avancement des ZPPAUP en cours d'élaboration, des demandes de révision éventuelles et du fonctionnement des ZPPAUP approuvées, et du programme des ZPPAUP à engager.

- En application de l'article 1^{er} du décret auquel se réfère la présente circulaire, la commission peut proposer au préfet de région des orientations pour la mise en œuvre à l'échelon régional de la politique nationale en matière d'étude, de protection et de conservation du patrimoine.

E) Information des services centraux et bilan d'activité de la CRPS

Vous ferez parvenir les arrêtés portant composition ou modification de la CRPS, ainsi que les noms et qualités de ses membres, à chacun des participants de la commission, ainsi qu'aux ministères de la culture et de la communication, direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA) et celui de l'aménagement du territoire et de l'environnement, direction de la nature et des paysages (DNP).

Vous adresserez aux deux ministères précédemment cités une copie des convocations et ordres du jour des séances de commission et de délégation avec mention des rapporteurs (et ceci 15 jours au minimum avant la tenue des réunions) ainsi que le procès-verbal des séances. Pour la DAPA, vous informerez les sous-directions des monuments historiques et de la qualité des espaces et de l'architecture. J'attire votre attention sur l'importance de cette information, afin notamment de permettre l'exercice du pouvoir d'évocation ministérielle prévu par le législateur.

Le préfet de région fait établir chaque année par le directeur régional des affaires culturelles un rapport sur les activités de la commission qui est remis à chacun des membres et dont un exemplaire est transmis au directeur de l'architecture et du patrimoine. Une synthèse des rapports régionaux dans le domaine de la protection au titre des monuments historiques est faite par le directeur de l'architecture et du patrimoine, qui la communique aux membres de la commission supérieure des monuments historiques et aux préfets de région pour diffusion aux services patrimoniaux et aux membres des CRPS. Par ailleurs, la DAPA devra être régulièrement informée des ZPPAUP mises à l'étude, en précisant notamment la superficie de la zone, les protections

suspendues ou abrogées, les zones intercommunales et la date d'intégration au plan d'occupation des sols (POS).

F) Présidence, secrétariat

La CRPS dispose de compétences élargies en matière de patrimoine, d'architecture et d'espaces protégés. Elle devra devenir une instance de référence dans la région et ses avis seront sans doute particulièrement attendus. C'est pourquoi, je souhaite vivement que le préfet de région puisse présider personnellement les séances de la commission. En cas d'empêchement, le directeur régional des affaires culturelles, qui est chargé du secrétariat de la commission, pourra le remplacer.

II) Demandes de protection au titre des monuments historiques

La CRPS exerce désormais les compétences précédemment dévolues à la COREPHAE : elle est chargée d'émettre un avis sur les propositions de classement parmi les monuments historiques et d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des immeubles qui lui sont soumises. La seule différence importante est la création d'une délégation permanente qui est l'institutionnalisation du groupe préparatoire à la COREPHAE dont la mise en place avait été recommandée par circulaire du 26 septembre 1990.

La procédure de protection des immeubles au titre des monuments historiques est la suivante :

A) Ouverture de la procédure

L'ouverture d'une procédure de protection résulte :

- soit d'une demande d'un pétitionnaire extérieur à l'administration :

- . propriétaires dont les motivations peuvent être diverses : conscience de la valeur architecturale de leur propriété, recherche d'une assistance technique, financière pour une restauration, une valorisation des monuments historiques pour le tourisme, avantages fiscaux, désir d'éviter le morcellement de la propriété, problèmes d'abords, etc.

- . associations de sauvegarde qui peuvent être amenées à agir en urgence en cas de menace de destruction, ou de transformation radicale.

- . collectivités territoriales, propriétaires ou non.

- . tiers ayant un intérêt quelconque.

- soit d'une demande des services patrimoniaux de l'État : conservations régionales des monuments historiques, services régionaux de l'archéologie et de l'inventaire, conseiller en ethnologie, inspection générale, ABF, conservateur des antiquités et objets d'art (CAOA) , architecte en chef des monuments

historiques (ACMH), en particulier dans le cadre de programmations thématiques ou lorsque le bâtiment est en danger.

La date d'ouverture de la procédure est déterminée par celle de l'accusé de réception au pétitionnaire de sa demande écrite de protection. Cet accusé de réception est indispensable. Dans le cas où l'immeuble ne fait l'objet d'aucune menace imminente et si le pétitionnaire ne les a pas joints à sa demande, l'accusé de réception lui réclame de fournir des renseignements constituant un pré-dossier : photos, plan et références cadastrales, notice historique. Cette réponse peut être formalisée par le moyen d'une lettre type. Les services régionaux peuvent ainsi établir une liste des demandes en cours d'instruction et constituer en priorité les dossiers proprement dits les plus intéressants en vue de leur examen par la CRPS dans un délai raisonnable.

Néanmoins, quel que soit ensuite le parti retenu dans le traitement de la demande et la durée de la procédure, il appartient au pétitionnaire de se renseigner sur l'évolution de son dossier.

B) Constitution du dossier de protection

La constitution du dossier est généralement confiée :

- à la conservation régionale des monuments historiques (CRMH), le cas échéant, au service régional de l'archéologie, en relation nécessaire avec les autres services.

- le service en charge du dossier peut faire appel à des spécialistes extérieurs, au besoin par le moyen d'études financées par l'administration. Il importe alors de bien définir l'extension de l'étude confiée et de réserver au service l'aspect administratif : renseignements touchant la propriété, la position du propriétaire, négociation avec celui-ci, information sur les effets de la protection et le rôle de l'État. La sous-traitance d'une partie du dossier n'est envisageable que dans la mesure où elle ne nuit pas à la cohérence de la démarche administrative et au suivi du service public.

La constitution du dossier de protection a fait l'objet en janvier 1996 d'un manuel méthodologique sur le recensement des immeubles pour une protection au titre des monuments historiques, diffusé aux chargés d'études documentaires et dont la plupart des recommandations restent valides.

C) Dispositions particulières au patrimoine du XX^e siècle et au patrimoine industriel et technique

Dans le cas du patrimoine du XX^e siècle et du patrimoine industriel et technique, auxquels une circulaire particulière est consacrée, la protection pourra être présentée comme révisable. Lorsque

l'examen aura fait apparaître que la protection est justifiée, mais que l'incertitude reste forte sur la capacité des divers intervenants à conserver le bien, je vous recommande de prendre un arrêté d'inscription dans lequel serait ajouté un article 2 ainsi rédigé : " le présent arrêté pourra être révisé dans un délai de trois ans au vu d'un rapport ou d'une étude présentés par l'administration des affaires culturelles sur la possibilité de conserver de façon durable le bien mentionné à l'article 1 ". Les crédits d'études des directions régionales des affaires culturelles seront utilisés pour ce type d'études. A l'issue du délai de trois ans, si l'étude, portant à la fois sur l'état sanitaire du bien et sur la position des différents intervenants, confirme la nécessité de maintenir la protection de l'immeuble dont la conservation peut être assurée, l'arrêté d'inscription devient définitif sans autre consultation ni formalité et vous pourrez en informer la CRPS. Si, à l'inverse, l'étude démontre que l'immeuble ne peut être durablement conservé, il vous est alors possible de prendre un arrêté d'abrogation de celui-ci de l'inventaire supplémentaire après avoir de nouveau consulté la CRPS en lui communiquant les conclusions de cette étude.

Ce dispositif paraît de nature à surmonter les difficultés ayant conduit à une prise en considération insuffisante de l'architecture contemporaine ou industrielle dans la protection du patrimoine. Je vous précise par ailleurs que, afin d'aider les services pour le choix dans la région des édifices les plus représentatifs de ces types d'architecture en vue d'une protection au titre des monuments historiques, j'ai demandé à un groupe de travail national d'établir des listes régionales d'immeubles présentant un intérêt certain. Ces listes vous seront communiquées prochainement.

D) Avis émis sur le dossier

- Les avis à recueillir avant l'examen du dossier par la CRPS sont les suivants :

- . avis de l'auteur du dossier de protection. En conclusion du dossier, l'auteur de celui-ci peut donner son opinion et faire une proposition de protection à l'attention du rapporteur devant la CRPS.

- . avis du CRMH, du conservateur des monuments historiques, ou du conservateur régional de l'archéologie. Ces avis portent, d'une part sur l'intérêt historique et architectural (ou archéologique) de l'immeuble, d'autre part sur la capacité du bien à être conservé, compte tenu du contexte (position du propriétaire, de la commune, des tiers intéressés ; état sanitaire, etc.).

- . avis du conservateur régional de l'inventaire. Donné sur chaque dossier, cet avis permet de situer l'immeuble dans un corpus régional,

éventuellement national, connu ou en cours d'inventaire. L'avis porte sur la singularité, la représentativité ou l'exemplarité de l'immeuble.

. **avis de l'ACMH et de l'ABF.** Ces avis porteront sur l'intérêt architectural de l'immeuble mais surtout sur son état sanitaire. Les travaux urgents de stricte conservation devront faire l'objet d'une évaluation sommaire. Une fiche sanitaire complétée sera jointe aux avis. L'appréciation sur l'état sanitaire et l'évaluation des travaux urgents de conservation seront effectués par l'ACMH ou l'ABF.

E) La présentation du dossier de protection à la CRPS

L'examen préalable à une protection par la CRPS est obligatoire, sauf pour les édifices inscrits sur l'inventaire supplémentaire avant la création des COREPHAE en 1985, dont seul le classement des parties inscrites est proposé (extension juridique de protection). Dans ce cas, le dossier de protection actualisé est transmis à l'administration centrale pour examen direct par la commission supérieure des monuments historiques.

Le choix du rapporteur appartient au directeur régional des affaires culturelles dans le cadre de sa délégation du préfet de région. Ce rapporteur est un spécialiste connaissant bien l'immeuble. Il peut s'agir d'un conservateur des monuments historiques, d'un ABF, d'un chargé d'études documentaires ou d'un documentaliste, d'un chercheur de l'inventaire, d'un ethnologue ou d'un autre expert y compris non agent public. Les dossiers portant sur des vestiges archéologiques sont rapportés par le conservateur régional de l'archéologie ou un de ses collaborateurs.

Le rapport consiste en un exposé synthétique en trois parties, comportant :

- une présentation de la documentation réunie, sous la forme d'une description des principales caractéristiques historiques et architecturales de l'édifice ;
- une information sur les aspects non documentaires du dossier et sur le déroulement de la procédure, en particulier la situation de propriété, les règles d'urbanisme applicables, l'existence d'autres protections ou de réglementations applicables à l'édifice, et à son environnement, l'ouverture au public, la position du propriétaire relativement à la protection envisagée et ses intentions, éventuellement celles de la collectivité, les négociations en cours, les projets ou les menaces affectant l'édifice, etc.
- une information sur les conséquences administratives au titre des abords, de la protection

demandée : évaluation sommaire du nouveau patrimoine ainsi touché, au regard de l'enjeu patrimonial et de la charge de travail pour les services gestionnaires.

Les différents avis émis font l'objet d'une synthèse portée à la connaissance de la commission.

Le rapport est conclu par une proposition de protection, justifiée par les arguments scientifiques et techniques relatifs à l'intérêt de l'immeuble au titre de l'histoire de l'art. Cette proposition précise l'extension et le degré de la protection souhaitée.

Après l'exposé du rapporteur, le président de séance demande aux représentants du préfet de département et aux maires concernés qui ont souhaité être entendus de faire part à la commission de leurs observations. Les autres personnalités dont l'audition a paru utile sont également entendues, notamment les propriétaires privés ou publics.

Le débat est ouvert lorsque les personnalités invitées se sont retirées. La proposition du rapporteur sert de base au débat puis à la délibération de la commission. À l'issue de la discussion, le président soumet au vote de la commission cette proposition ou, selon le cas, cette proposition amendée.

La proposition soumise au vote peut suggérer la mise à l'étude d'une ZPPAUP en préalable, en remplacement, ou en accompagnement, de la mesure de protection.

L'avis de la commission et le procès-verbal de séance

Le procès-verbal de séance qui contient en conclusion l'avis exprimé par la commission est une pièce essentielle du dossier dans la suite de la procédure.

En effet, cet avis qu'il faut produire en cas de contentieux constitue le fondement de la mesure de protection prise ensuite par le préfet de région. Il est donc indispensable que le procès-verbal reflète de façon suffisante et exacte la présentation du dossier devant la commission, la discussion qui a suivi et les conclusions adoptées. Il doit aussi reprendre de manière synthétique mais complète, la description historique et architecturale du présentateur, les avis obligatoires, les propositions du rapporteur, le contenu des principales interventions des membres et des invités, les conclusions de la commission sur l'intérêt de l'édifice et les critères justifiant la protection, enfin les propositions de protection adoptées en conséquence.

Il faut noter que, tant que la décision définitive de protection n'est pas prise, l'avis de la commission est considéré comme un document préparatoire

dont la communication peut être refusée. L'avis de la commission devient en revanche communicable en application de l'article 2 de la loi du 17 juillet 1978 lorsque la décision est intervenue (rejet de la protection, ou signature de l'arrêté par le préfet de région ou le ministre).

F) Compétences de la délégation permanente

L'ordre du jour de la délégation permanente est arrêté par le directeur régional des affaires culturelles, président de la délégation permanente. La délégation prépare et allège le travail de la commission sur les questions relatives à la protection au titre des monuments historiques. Elle effectue un tri dans les demandes de protection adressées par les pétitionnaires en examinant les pré-dossiers fournis par les demandeurs qui lui sont soumis. Elle détermine un ordre de priorité dans ces demandes et sélectionne celles dont l'intérêt justifie une instruction complète du dossier pour une présentation devant la commission. La singularité, la représentativité ou l'exemplarité de l'édifice dans le patrimoine régional, justifient d'inviter le conservateur régional de l'inventaire aux séances de la délégation, le cas échéant le conseiller en ethnologie. S'il apparaît lors de cet examen que l'intérêt de l'édifice est manifestement insuffisant ou que la demande est présentée pour des raisons étrangères à la conservation de l'édifice lui-même (empêcher un projet de travaux à proximité, maintenir un fonds de commerce...), la délégation peut, au nom de la commission, donner un avis défavorable à la demande sans qu'il soit nécessaire de constituer un dossier de protection. La délégation peut aussi examiner les dossiers de protection constitués par les services patrimoniaux qui lui sont soumis. Dans tous les cas, l'avis de la délégation ne peut être que le rejet de la protection, ou un complément d'information, ou bien la proposition de présentation du dossier devant la commission. La délégation, comme la commission peut également émettre le vœu d'une mise à l'étude d'une ZPPAUP.

Les préfets de département et les maires des communes concernées sont informés de l'inscription à l'ordre du jour de la délégation des dossiers qui les intéressent ainsi que des propositions de rejet de protection émises par les rapporteurs. Ils sont invités devant la délégation pour être entendus s'ils en font la demande.

Comme pour les séances de commission, un procès-verbal est dressé pour les séances de délégation en conclusion duquel figurent notamment les raisons des avis de rejet. La décision consécutive à l'avis de la délégation doit être communiquée dans les meilleurs délais au demandeur, qu'il s'agisse d'un rejet ou

d'une poursuite de la procédure.

G) La signature de l'arrêté préfectoral

Après avis de la CRPS, si la commission a proposé une mesure d'inscription ou de classement, un arrêté d'inscription est préparé par la direction régionale des affaires culturelles et mis à la signature du préfet de région. L'inscription est conservatoire si la commission a proposé le classement, la procédure de protection se poursuivant alors au niveau central.

Les modalités de la rédaction des arrêtés portant protection d'immeubles au titre des monuments historiques ont été précisées par circulaire du 26 septembre 1985.

H) Opposabilité de l'arrêté

La notification rend l'arrêté opposable au propriétaire, la publication rend l'arrêté opposable aux tiers. Les conditions de notification et de publication ont été précisées par la circulaire du 30 mai 1997 prise pour l'application du décret n° 96-541 du 14 juin 1996 portant déconcentration de certaines procédures relatives aux monuments historiques.

I) Documentation des services

La documentation établie est conservée à la DRAC. Son existence est à notifier à l'ensemble des responsables de la direction, les informations recueillies sont enregistrées dans les bases de données nationales par les services patrimoniaux de la DRAC. Un exemplaire du dossier de protection est adressé au service départemental de l'architecture et du patrimoine et un à la DAPA (bureau de la protection des monuments historiques) après signature de l'arrêté d'inscription.

J) Examen par la Commission supérieure des monuments historiques et arrêtés ministériels

Si la CRPS a proposé le classement, le dossier transmis à la direction de l'architecture et du patrimoine sera présenté à la Commission supérieure des monuments historiques qui pourra soit proposer le classement, soit estimer suffisante l'inscription à l'inventaire supplémentaire. Il vous sera signifié la nature de la décision prise à la suite de cet avis en vous adressant le procès-verbal de la séance de commission supérieure et en vous demandant que le service concerné de la DRAC mette à ma signature l'arrêté de classement correspondant s'il y a lieu.

Il est toujours possible de demander l'examen par la Commission supérieure des monuments historiques d'un dossier de protection préalablement examiné par la CRPS. Si, dans ce cas, la Commission supérieure propose une mesure d'inscription qui n'aurait pas été prise antérieurement par le préfet de région, l'arrêté

d'inscription est mis à la signature ministérielle. De même, si la Commission supérieure propose une protection mixte, les deux arrêtés de classement partiel et d'inscription partielle sont mis à la signature du ministre de la culture et de la communication.

K) Arrêtés d'inscription sur la base d'avis de l'ex-COREPHAE

J'attire votre attention sur le fait qu'après la mise en place de la CRPS, il pourrait y avoir des difficultés juridiques à ce que vous puissiez prendre des arrêtés d'inscription au vu d'une consultation antérieure de la COREPHAE. C'est pourquoi les arrêtés d'inscription qui n'auraient pas pu être signés avant le 1^{er} mai 1999 feront l'objet d'une présentation en régularisation devant la commission.

III- Création de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager

La CRPS exerce désormais les compétences précédemment dévolues aux collèges régionaux du patrimoine et des sites : elle est chargée d'émettre un avis sur les projets de création de ZPPAUP qui lui sont soumis, elle est également chargée de délibérer en appel sur les avis conformes des ABF émis dans le cadre des ZPPAUP ; ce point sera traité au chapitre suivant, avec l'ensemble des saisines sur avis d'ABF.

Les ZPPAUP trouvent leur fondement législatif dans la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, aux articles 70 à 72. Cette loi a été modifiée par la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 incluant le paysage parmi les éléments de patrimoine pouvant être pris en considération dans cette procédure de protection. Les règles générales posées dans la circulaire n° 84-45 du 1^{er} juillet 1985, et notamment ses titres II et III, relatifs à l'étude et au contenu d'une ZPPAUP ainsi qu'à sa procédure d'élaboration, sont reprises et confirmées. On pourra se référer à ces chapitres ; les dispositions particulières du chapitre 4.3.4 relatives à l'appel au préfet de région et à l'évocation ministérielle seront développées au chapitre IV.

A) Rappel de la procédure de création des ZPPAUP

La procédure de création est décidée soit par délibération de un ou plusieurs conseils municipaux, soit par arrêté du préfet de région. L'étude est conduite sous l'autorité des maires ou, si les communes le demandent, du président d'un établissement public de coopération communale avec dans ces deux cas, l'assistance de l'ABF.

Le dossier est constitué d'un rapport de présentation exposant les spécificités de la zone ainsi que

les raisons de sa création, un énoncé des règles générales et particulières applicables à la zone, ainsi qu'un document graphique faisant apparaître les limites de la zone et le cas échéant, des parties de zones soumises à des règles spécifiques, constitue le corps de prescriptions du document.

Le projet ainsi constitué est transmis aux conseils municipaux qui disposent de quatre mois pour donner un avis. Il est souhaitable que le dossier fasse l'objet d'une première lecture devant la CRPS, avant de le soumettre à l'enquête publique. Les conclusions du commissaire enquêteur et le document sont transmis au préfet de région. Celui-ci, après l'avoir le cas échéant modifié selon les avis du préfet du département et du commissaire enquêteur d'une part, et les observations du, ou des conseils municipaux, de la CRPS d'autre part, transmet le dossier pour accord par délibérations aux conseils municipaux.

Enfin, après avoir recueilli cet accord, le préfet de région crée la zone.

B) Débats devant la CRPS

Le projet de ZPPAUP nécessite, par sa complexité, d'être analysé lors d'une première présentation sans vote, devant la CRPS. L'expérience montre en effet que des observations substantielles de la commission émises après l'enquête publique peuvent allonger notablement les délais et nécessiter une seconde enquête publique. Il y aura donc lieu, pour tous les projets de ZPPAUP complexes de faire procéder à une première étude en CRPS, avant l'enquête publique. Cette phase permettra de recueillir les observations de la CRPS et de les porter à la connaissance de la collectivité avant l'enquête publique. Une délibération du conseil municipal après enquête publique devra intégrer les observations émises lors de la première présentation.

Le dossier de ZPPAUP devra comporter au minimum :

- le dossier de zone complet (rapport de présentation, règlement, périmètre) ;
- l'état des protections existantes (monuments historiques, sites) ;
- l'indication de l'état d'avancement du POS, son règlement et le rapport de présentation concernant la zone considérée ;
- les avis et rapports réglementaires prévus : avis des conseils municipaux, conclusions du commissaire enquêteur, avis du préfet de département, avis du DRAC et du DIREN, avis de l'ABF et du DDE concernés ;
- l'état de la documentation scientifique conservée dans les services patrimoniaux.

Le dossier complet sera consultable à la DRAC, éventuellement au service départemental de l'architecture et du patrimoine (SDAP) au moins 15 jours avant la date de délibération.

Les membres de la CRPS recevront avec leur convocation un dossier allégé comportant au minimum, le projet de règlement et le plan de la zone.

Lors de la présentation du dossier en CRPS, la personne responsable de l'étude expose le dossier, puis sont entendus l'ABF et le maire pour le complément de présentation. Les autres services intéressés : préfet du département, DIREN, DDE et autres services selon le contenu et le caractère du projet, sont appelés à donner leur avis.

La CRPS propose des avis favorables assortis ou non de réserves, ou défavorables. Les réserves devront être distinguées selon le niveau de protection qu'elles suscitent (prescriptions nouvelles, même dans un seul secteur, ou une demande d'extension du périmètre). La modification du périmètre nécessite en droit, une nouvelle délibération du conseil municipal et une nouvelle enquête publique, alors que les restrictions du niveau de protection ne requièrent qu'une délibération du conseil municipal. Cependant, même dans ce dernier cas, une modification trop sensible du contenu de la ZPPAUP nécessitera, non seulement une nouvelle délibération, mais aussi une nouvelle enquête publique.

À l'occasion de l'installation de la nouvelle CRPS, la DRAC présentera un état des lieux régional de la procédure de ZPPAUP : état statistique, historique de la procédure, principaux problèmes rencontrés. Chaque année, un bilan sera porté à la connaissance de la CRPS et transmis à la DAPA (bureau des abords et des ZPPAUP), comportant une information sur le programme prévisionnel des ZPPAUP à lancer.

C) Cas des ZPPAUP à caractère principalement paysager
Certaines ZPPAUP ne concerneront que partiellement un patrimoine ou ensemble bâti. Les enjeux seront également orientés sur un paysage naturel. Dans ce cas, le préfet de région pourra confier à la DIREN la responsabilité de présentation et l'animation des débats à la CRPS.

Dans le cas de ZPPAUP à caractère exclusivement paysager, la DIREN assumera la responsabilité de l'élaboration du dossier et de l'animation des débats.

Dans ces deux cas, le DIREN ou son représentant rapportera le dossier, l'avis de l'ABF restant réglementairement nécessaire.

IV - Demandes d'autorisation de travaux dans

certains espaces protégés

A) Procédures de saisine

Les différents cas de saisine, et leurs références dans le code de l'urbanisme sont regroupés dans le tableau ci-dessous : vous trouverez en annexe l'énoncé de ces articles. L'application de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites n'est pas concernée par la présente circulaire.

	PSMV	ZPPAUP	ABORDSMH
P Construire	R. 313-13 et R. 313-19-2	R. 421-3 8-6.II	R. 421-38-4
P Démolir	R. 313-15 et R. 313-19-3	R. 430-13	R. 430-12-1
Autorisations	R. 313-17	Dt 25.04.84 art 9	R. 442-4-8-1

Je vous rappelle que seul le maire, ou l'autorité compétente, peut saisir le préfet de région dans le délai d'un mois. Il le fait par courrier recommandé.

Vous accuserez systématiquement réception de ces demandes de saisine. En effet la date de réception fera courir le délai de quatre mois au-delà duquel votre avis, faute d'avoir été donné, sera considéré comme confirmant celui de l'ABF. Vous vous attacherez d'ailleurs, pour cette raison à saisir la CRPS dès réception de l'accusé postal de manière à éviter la procédure de confirmation tacite. Cette saisine quasi systématique de la CRPS doit notamment lui permettre d'entendre, à sa demande, des communications, de procéder à des auditions, et d'émettre des avis dans le délai réglementaire.

Dès votre saisine par le maire ou l'autorité compétente, vos services devront, lorsqu'elle est prévue, réagir par une suspension de délai, qui devra être notifiée au maire sans délai. Cette procédure de suspension est prévue dans le cas des permis de construire et de démolir en secteur sauvegardé, et des permis de démolir en abords de monuments historiques. Pour les abords de monuments historiques, la suspension de délai conjure le risque de délivrance tacite du permis de démolir au bout de 4 mois prévus à l'article L. 430-4, 2^{ème} alinéa du code de l'urbanisme. Pour les secteurs sauvegardés il convenait de conjurer ce risque, non seulement dans le cas des permis de démolir comme pour les abords, mais aussi dans celui des permis de construire, dès lors que l'article R. 421-19 du code de l'urbanisme ne mentionne pas le cas des constructions en secteur sauvegardé. A l'expiration du délai de quatre mois qui vous est imparti pour vous prononcer, et en l'absence exceptionnelle de décision explicite, vous devez avertir l'auteur de la saisine que l'avis de l'ABF est tacitement confirmé. En outre, l'existence d'un désaccord ne signifie pas en lui-même que la CRPS soit saisie, il est nécessaire qu'il soit fait explicitement

appel à son arbitrage. Par exemple, l'autorité compétente peut refuser une autorisation, alors même que l'ABF a donné un avis favorable. Ce désaccord de fait n'est pas obligatoirement porté à l'arbitrage, sauf si le maire ou l'autorité compétente en matière de permis de construire l'a voulu expressément. Tous les cas de saisine sont susceptibles d'une évocation ministérielle. Il est rappelé que cette évocation peut également intervenir alors que l'ABF n'a pas encore émis son avis.

B) Rapporteurs

Les affaires dont est saisie la CRPS, qu'il s'agisse d'un projet de ZPPAUP, d'un dossier travaux ou d'appel, lui sont présentées par un ou plusieurs rapporteurs.

Selon les cas et la teneur des dossiers concernés, il vous appartiendra alors de désigner comme tel soit un agent de l'État, soit un membre de la commission. Au nombre des rapporteurs sur un dossier d'appel sur avis de l'ABF, peut figurer le conseiller en architecture, ou l'agent chargé à la DRAC, des questions d'architecture. Vous pouvez faire appel à un agent d'un des SDAP de la région, non concerné par le dossier à rapporter. Pour ces questions de litiges, entre le maire ou l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, et l'ABF, je vous rappelle qu'il est exclu de désigner ce dernier comme rapporteur. L'ABF est invité par la commission à présenter ses observations, qu'il a préalablement formulées par écrit.

Les dossiers de saisine devront comporter obligatoirement :

- les documents du permis de construire, de démolir ou l'autorisation de travaux ;
- l'avis de l'ABF ;
- l'avis du maire ou de l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire ;
- les extraits du dossier de la ZPPAUP sujets à interprétation litigieuse ;
- les extraits du POS, du PSMV ou tous règlements d'urbanisme relatifs à l'implantation du projet.

La position de la commune sera donnée par le maire ou un élu mandaté, accompagné en tant que de besoin des fonctionnaires territoriaux compétents.

Enfin la CRPS peut souhaiter entendre tout intervenant susceptible d'éclairer ses avis. Ceci concerne notamment les architectes et urbanistes chargés d'étudier et d'élaborer les dossiers de ZPPAUP, ou auteurs de projets de travaux examinés ; il est souhaitable que dans ce cas, le maire en soit préalablement informé.

Les délibérations de la CRPS elles-mêmes se

dérouleront à huis-clos.

C) Consultation officieuse de la commission

Il peut être utile et fructueux de solliciter l'avis de la commission sur un projet de travaux entrant dans l'un des cas de figure précités, mais en dehors de toute saisine du préfet de région au sens du décret du 5 février 1999. Cette consultation officieuse peut se situer avant dépôt de la demande du permis de construire ou de démolir. Il convient d'éviter toute confusion entre cette consultation officieuse et la consultation réglementaire décrite au paragraphe précédent.

L'esprit de cette consultation est à l'instar de ce qui se fait déjà dans les commissions départementales des sites, d'éclairer l'avis à venir des principaux acteurs ; notamment celui de l'ABF par une libre discussion entre toutes les compétences rassemblées dans la commission.

V - Champ géographique d'application du décret

Le présent décret est applicable aux régions métropolitaines.

Pour la région Corse, la loi prévoit que le conseil des sites se substitue à la CRPS. Les compétences attribuées par le décret à la commission régionale et précisées par les dispositions de la présente circulaire sont donc en Corse exercées par le conseil des sites. Le décret, ainsi que les recommandations de la circulaire sont ainsi applicables à la Corse, sauf en ce qui concerne la composition du conseil, qui reste régi par le décret n° 93-556 du 26 mars 1993, à l'exception également et en conséquence la délégation permanente qui n'est pas instituée en Corse.

Le présent décret n'est pas applicable aux régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion pour lesquelles un décret particulier est préparé avec une composition de la commission et de la délégation permanente adaptée.

Je vous demande de bien vouloir diffuser cette circulaire à vos services ainsi que, lors de leur désignation, aux membres de la CRPS. Je souhaite que vous procédiez aux nominations rapidement afin que la première séance puisse avoir lieu dans le courant du mois de mai ou de juin. Vous informerez mon administration de toute difficulté qui surviendrait dans le fonctionnement de la commission.

Pour la ministre et par délégation,
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
François Barré

Annexe (page suivante)

Annexe :Extraits du code de l'urbanisme

Art. R. 313-13 (D. n° 77-737, 7 juill. 1977 ; D. n° 86-984, 19 août 1986).

«Pendant la période comprise entre la publication de l'acte délimitant le secteur et celle de l'acte décidant de rendre public le plan de sauvegarde et de mise en valeur, les demandes de permis de construire concernant les immeubles compris dans le secteur sauvegardé sont soumises par l'autorité chargée d'instruire la demande à l'architecte des Bâtiments de France. Ce dernier lui fait connaître son avis dans le délai maximum d'un mois.

En cas d'avis défavorable, l'autorité chargée d'instruire la demande propose à l'autorité compétente de surseoir à statuer. Si l'architecte des Bâtiments de France estime que la délivrance du permis de construire doit être soumise à l'observation de certaines conditions, l'autorité chargée d'instruire la demande ne peut proposer à l'autorité compétente de délivrer de permis de construire qu'en subordonnant cette délivrance aux conditions exprimées.»

* L'avis de l'architecte des Bâtiments de France est déterminant, puisque le DDE - ou le maire si c'est lui qui instruit les demandes de permis de construire - ne peut être d'avis différent.

Il y a compétence liée de l'autorité qui délivre le permis de construire.

* Voir annotations sous l'article R. 421-38-4.

* Le permis de construire peut être refusé, sur le fondement d'un ancien plan d'urbanisme, pendant la phase d'élaboration du plan de sauvegarde (CE 5 oct. 1979, *Époux Girod et SCI "Hôtel Brousson"*, req n° 4218 et 4219). Le préfet peut passer outre l'avis défavorable de l'architecte des Bâtiments de France, après en avoir référé au ministre, en cas de construction dans un site inscrit. (Rép. min. : JO déb. Ass. nat. 19 oct. 1979, p.8464).

* Voir annotations sous l'article L. 313-2.

Art. R. 313-15 (D. n° 77-737, 7 juill. 1977).

«Aucun permis de démolir ne peut être délivré sans l'accord exprès ou tacite du ministre responsable ou de son délégué, donné dans les conditions définies aux articles R. 430-1 et suivants.»

* Sous l'empire des textes antérieurs, cf. CE 24 juin 1977, *Secr. Etat min. Equip. c. Assoc. de sauvegarde Lille-Centre et autres*.

Art. R. 313-17 (D. n° 77-737, 7 juill. 1977).

Art. R. 313-19-2 (D. n° 77-737, 7 juill. 1977).

«Après la publication de l'acte rendant public le plan de sauvegarde et de mise en valeur, les demandes

de permis de construire concernant les immeubles compris dans le secteur sauvegardé sont soumises par l'autorité chargée d'instruire la demande à l'architecte des Bâtiments de France. Ce dernier lui fait connaître, dans le délai d'un mois, son avis sur la conformité du projet avec les dispositions du plan de sauvegarde et de mise en valeur et, éventuellement, les prescriptions imposées pour la réalisation du projet. À défaut de réponse dans le délai d'un mois, l'avis est réputé favorable.

Si l'avis constate la non-conformité, le permis de construire ne peut être accordé.

Si l'avis est assorti de prescriptions, l'autorité chargée de l'instruction les transmet à l'autorité compétente pour statuer sur la demande.»

* Compte tenu du mécanisme de l'avis favorable tacite de l'architecte des Bâtiments de France, le permis de construire peut être instruit dans les délais de droit commun (cf. art. R. 421-18)

* Voir annotations sous l'article R. 421-38-4.

Art. R. 421-38-4 (D. n° 77-752, 7 juill. 1977 ; D. n° 83-1261, 30 déc. 1983, D. n° 95-667, 9 mai 1995).

«Lorsque la construction est située dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des Bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans le délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des Bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois. Toutefois, si le ministre chargé des monuments historiques a décidé, dans ce délai, d'évoquer le dossier, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec son accord exprès.»

Article 9 : Le second alinéa de l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme est abrogé et remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

«En application du troisième alinéa de l'article 13bis de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques, le préfet de région, saisi par le maire ou par l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'avis émis par l'architecte des Bâtiments de France, émet, après consultation de la commission régionale du patrimoine et des sites, un avis qui se substitue à celui de l'architecte des Bâtiments de France.

Lorsque le maire n'est pas l'autorité compétente pour délivrer le permis, le préfet de région notifie à cette

autorité la demande qui lui est adressée par le maire. L'avis du préfet de région est notifié au maire et à l'autorité compétente pour délivrer le permis. Le préfet de région est réputé confirmer l'avis de l'architecte des Bâtiments de France s'il ne se prononce pas dans un délai de quatre mois à compter de sa saisine, sauf si le dossier a, dans ce délai, été évoqué par le ministre chargé de la culture. Dans ce cas, le permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès de ce dernier. La décision d'évoquer le dossier prise par le ministre est notifiée au pétitionnaire, au maire et à l'autorité compétente.»

Art. R. 421-38-6.II

«Lorsque la construction se trouve dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des Bâtiments de France. Cet accord est réputé favorable faute de réponse dans le délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des Bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois.»

Art. R. 430-12-I

«En application du troisième alinéa de l'article 13bis de la loi du 31 décembre 1913 modifié sur les monuments historiques, le préfet de région, saisi par le maire ou par l'autorité compétente pour délivrer le permis de démolir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'avis émis par l'architecte des Bâtiments de France, émet, après consultation de la commission régionale du patrimoine et des sites, un avis qui se substitue à celui de l'architecte des Bâtiments de France.

Lorsque le maire n'est pas l'autorité compétente pour délivrer le permis, le préfet de région notifie à cette autorité la demande qui lui est adressée par le maire.

Lorsque le maire ou l'autorité compétente saisit le préfet de région de l'avis de l'architecte des Bâtiments de France dans les conditions prévues au premier alinéa, le délai au terme duquel le permis est réputé accordé faute de notification par l'autorité compétente d'une décision expresse est suspendu, jusqu'à la notification à l'autorité compétente de l'avis du préfet de région ou l'expiration du délai de quatre mois prévu au cinquième alinéa du présent article.»

* Le préfet de région avise le pétitionnaire, par la voie administrative ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il est saisi en application du premier alinéa du présent article et mentionne que le délai au terme duquel le permis est

réputé accordé faute de notification par l'autorité compétente d'une décision expresse est suspendu conformément aux dispositions du troisième alinéa.

«L'avis du préfet de région est notifié au maire et à l'autorité compétente pour délivrer le permis. Le préfet de région est réputé confirmer l'avis de l'architecte des Bâtiments de France s'il ne se prononce pas dans un délai de quatre mois à compter de la saisine, sauf si le dossier a, dans ce délai, été évoqué par le ministre chargé de la culture. Dans ce cas, le permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès de ce dernier.»

* Lorsque le ministre chargé de la culture décide d'évoquer le dossier en application du cinquième alinéa du présent article, le délai au terme duquel le permis est réputé accordé faute de notification par l'autorité compétente d'une décision expresse, est suspendu jusqu'à la notification à l'autorité compétente de l'avis du ministre. La décision d'évoquer le dossier prise par le ministre est notifiée au pétitionnaire, au maire et à l'autorité compétente. La notification adressée au pétitionnaire mentionne que le délai, au terme duquel le permis est réputé accordé faute de notification par l'autorité compétente d'une décision expresse, est suspendu jusqu'à ce que le ministre se soit prononcé, dans les conditions prévues au présent alinéa.

Art. R. 430-13 (D. n° 77-738, 7 juill. 1977 ; D. n° 84-224, 24 mars 1984 ; D. n° 88-199, 29 fév. 1988)

«Lorsque le bâtiment se situe dans une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, la décision doit être conforme à l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.»

* La jurisprudence citée sous l'article R. 430-10 et relative au contrôle du Conseil d'État nous paraît transposable dans le cas des ZPPAU (sur ces nouvelles zones, voir les annotations sous l'article R. 421-38-6).

Art. R. 442-4-8-1

«Lorsque l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques est requise, et en application du troisième alinéa dudit article, le préfet de région, saisi par le maire ou par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation mentionnée à l'article R. 442-2 par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'avis émis par l'architecte des Bâtiments de France, émet, après consultation de la commission régionale du patrimoine et des sites, un avis qui se substitue à celui de l'architecte des Bâtiments de France.

Lorsque le maire n'est pas l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation, le préfet de région notifie à cette

autorité la demande qui lui est adressée par le maire. L'avis du préfet de région est notifié au maire et à l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation. Le préfet de région est réputé confirmer l'avis de l'architecte des Bâtiments de France s'il ne se prononce pas dans un délai de quatre mois à compter de la saisine, sauf si le dossier a, dans ce délai, été évoqué par le ministre chargé de la culture. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être délivrée qu'avec l'accord exprès de ce dernier.»

Décret du 25 avril 1984 : art. 9

* Lorsque le ministre chargé de l'urbanisme use de son pouvoir d'évocation en vertu de l'article 71 de la loi du 7 janvier 1983 susvisée, les travaux visés par cet article ne peuvent être autorisés qu'avec son accord exprès.

Le ministre chargé de l'urbanisme exerce ce pouvoir d'évocation sur proposition ou avis du ministre chargé de la culture dans les zones qui incluent un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

Arrêté du 8 février 1999 portant nomination du chef du service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale des musées de France

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant divers services de la direction des musées de France en services à compétence nationale ;

Sur proposition du directeur des musées de France,

Arrête

Art. 1^{er}. - Mademoiselle Isabelle Le Masne de Chermont, conservateur en chef des bibliothèques, est nommée, à compter du 1^{er} janvier 1999, chef du service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale des musées de France.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

Arrêté du 8 février 1999 portant nomination du chef du centre de recherche et de restauration

des musées de France

La ministre de la culture et de la communication,
Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant divers services de la direction des musées de France en services à compétence nationale ;

Sur proposition du directeur des musées de France,

Arrête

Art. 1^{er}. - M. Jean-Pierre Mohen, conservateur général du patrimoine, est nommé, à compter du 1^{er} janvier 1999, chef du centre de recherche et de restauration des musées de France.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

Arrêté du 8 février 1999 portant nomination du chef des galeries nationales du Grand Palais

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant divers services de la direction des musées de France en services à compétence nationale ;

Sur proposition du directeur des musées de France,

Arrête

Art. 1^{er}. - M. David Guillet, agent contractuel, est nommé, à compter du 1^{er} janvier 1999, chef des galeries nationales du Grand Palais.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

Arrêté du 8 février 1999 portant nomination des chefs de services à compétence nationale - musées nationaux

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant des musées nationaux en services à compétence nationale,

Sur proposition du directeur des musées de France,

Arrête

Art. 1^{er}. - Sont nommés chefs des service à compétence nationale à compter du 1^{er} janvier 1999 :

- M. Bernard Chevallier, conservateur général du patrimoine, pour le musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau et ses annexes (maison Bonaparte et musées de l'île d'Aix) ;
- M. Patrick Périn, conservateur en chef du patrimoine, pour le musée des antiquités nationales au château de Saint-Germain-en-Laye ;
- M. Hervé Oursel, conservateur général du patrimoine, pour le musée de la Renaissance au château d'Écouen ;
- Mme Viviane Huchard, conservateur général du patrimoine, pour le musée des thermes et de l'hôtel de Cluny à Paris ;
- M. Gérard Régnier, conservateur général du patrimoine, pour le musée Picasso à Paris ;
- M. Jean-Hubert Martin, conservateur général du patrimoine, pour le musée des arts africains et océaniens à Paris ;
- M. Michel Collardelle, conservateur général du patrimoine, pour le musée des arts et traditions populaires à Paris ;
- M. Jean-François Jarrige, conservateur général du patrimoine, pour les musées des arts asiatiques (Guimet et d'Ennery) à Paris
- M. Pierre Georgel, conservateur en chef du patrimoine, pour le musée de l'Orangerie des Tuileries à Paris ;
- Mme Antoinette Hallé, conservateur général du patrimoine, pour le musée de la céramique à Sèvres ;
- M. Paul Mironneau, conservateur du patrimoine, pour le musée du château de Pau ;
- M. Emmanuel Starcky, conservateur en chef du patrimoine, pour le musée Magnin à Dijon ;
- Mme Chantal Meslin-Perrier, conservateur en chef du patrimoine, pour le musée Adrien-Dubouché à Limoges ;
- M. Jacques Pérot, conservateur général du patrimoine, pour le musée des deux victoires en Vendée (annexe : maison de-Lattre-de-Tassigny) ;
- M. Jean Lacambre, conservateur en chef du patrimoine, pour les musées nationaux du XX^e siècle des Alpes-Maritimes (musée Fernand Léger à Biot, musée du Message biblique Marc-Chagall à Nice, musée La guerre et la paix de Picasso à Vallauris) ;
- Mme Arlette Serrulaz, conservateur général du

patrimoine, pour le musée Eugène-Delacroix à Paris ;

- Mme Véronique Alemany-Dessaint, conservateur en chef du patrimoine, pour le musée des Granges de Port-Royal à Magny-les-Hameaux ;
- M. Jean-Jacques Cleyet-Merle, conservateur en chef du patrimoine, pour le musée de préhistoire des Eyzies-de-Tayac ;
- Mme Isabelle Julia, conservateur en chef du patrimoine, pour le musée Hébert à Paris.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Trautmann

DÉLÉGATION AUX ARTS PLASTIQUES

Arrêté fixant les modalités de sélection des candidats à une bourse de séjour à l'Académie de France à Rome pour l'année 1999

La ministre de la culture et de la communication

Vu le décret n° 71-1140 du 21 décembre 1971 modifié, portant application du décret du 1^{er} octobre 1926 conférant la personnalité civile et l'autonomie financière à l'Académie de France à Rome ;

Vu le décret n° 86-233 du 18 février 1986 modifié, fixant les conditions d'admission à l'Académie de France à Rome ;

Arrête

Art. 1^{er}. - Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 86-233 du 18 février 1986 modifié, fixant les conditions d'admission à l'Académie de France à Rome, les candidatures sont reçues au titre de l'ensemble des disciplines de la création littéraire et artistique. Les candidats en cinéma et télévision doivent définir un projet de scénario, les bourses accordées dans cette discipline excluant la possibilité de tournage d'une œuvre.

Art. 2. - Les dossiers administratifs de candidature devront être déposés (de 10 heures à 17 heures sans interruption, sauf le samedi et le dimanche) ou envoyés, le cachet de la poste faisant foi, impérativement du lundi 15 mars au vendredi 26 mars 1999 inclus, à la délégation aux arts plastiques, Académie de France à Rome, 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris (sous-sol, salle n°1).

Art. 3. - Les dossiers administratifs de candidature doivent comprendre obligatoirement :

- un formulaire de candidature (en quatre

exemplaires) ;

- une fiche d'état civil, individuelle pour les célibataires, familiale pour les candidats mariés ou, pour les candidats étrangers, une copie du document officiel attestant leur état civil ;

- pour les candidats masculins, copie d'un document attestant qu'ils sont dégagés des obligations militaires (carte du service national ou premières pages du livret militaire) ;

- une déclaration aux termes de laquelle le candidat s'engage à observer le règlement intérieur de l'Académie, à participer, selon les modalités à définir en accord avec le directeur, aux activités d'échanges culturels et artistiques organisés par l'Académie et à contracter une assurance personnelle correspondant à la durée de son séjour à la Villa Médicis ;

- la liste des personnes habilitées par le candidat à déposer ou à retirer ses œuvres ;

- un curriculum vitæ comprenant la liste des travaux précédemment effectués (en quatre exemplaires) ;

- une note dactylographiée de deux à dix pages faisant ressortir les motivations qui ont incité le candidat à se présenter et indiquant le projet de recherche ou les travaux qu'il envisage d'exécuter et la durée nécessaire à leur réalisation (en quatre exemplaires) ;

- les copies des diplômes obtenus ainsi que, s'il y a lieu, les recommandations des professeurs ou directeurs de travaux ;

- une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat précise qu'il est le seul auteur des œuvres soumises au jury. Dans le cas d'œuvres effectuées en collaboration, le ou les coauteurs doivent être déclarés (nom, prénom, qualité, adresse), leur part dans la réalisation de l'œuvre devra être précisée ;

- les cinéastes présentent obligatoirement une autorisation du propriétaire des films (personnes privées, sociétés, administrations, etc.) permettant la participation à la sélection et les projections nécessaires ;

- une attestation d'assurance garantissant les œuvres déposées en cas de vol ou de dégâts, couvrant la période pendant laquelle elles seront à la disposition de l'Académie de France à Rome en vue de leur examen par les rapporteurs et le jury, ou une lettre de décharge couvrant la même période, c'est à dire du 12 avril au 2 juillet 1999 inclus, les œuvres restant sous la responsabilité des candidats.

- une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat renonce à toute aide du FIACRE ou du CNAP s'il est admis à l'Académie de France à Rome,

le temps de son séjour à la Villa Médicis.

Art. 4. - En complément de leur dossier administratif, les candidats doivent déposer un dossier artistique dans les conditions énumérées ci-après :

Les dossiers artistiques devront être déposés (de 10 heures à 17 heures sans interruption), ou envoyés, le cachet de la poste faisant foi, impérativement du lundi 12 avril au vendredi 16 avril 1999 inclus, à la délégation aux arts plastiques, Académie de France à Rome, 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris (sous-sol, salle n°1).

- les architectes présentent des copies de projets ou de travaux personnels. Les documents reproduits doivent être au format 21 x 29,7 cm. Les maquettes ne sont pas acceptées ;

- les cuisiniers n'ont pas à déposer de dossier artistique ;

- les cinéastes (cinéma ou télévision) proposent un film ou trois scénarii au plus, en indiquant le titre et la durée de l'œuvre ;

- les compositeurs de musique présentent au plus trois de leurs œuvres (partitions et/ou enregistrements sur cassette) ;

- les designers présentent soit des dessins soit des documents photographiques sur leurs travaux effectués ou en cours de réalisation ; les documents ne devront pas dépasser le format 30 X 40 cm.

- les écrivains présentent des œuvres, livres déjà publiés ou fragments de manuscrits imprimés ou dactylographiés (en double exemplaire) ;

- les historiens d'art présentent leurs articles, mémoires et thèses ;

- les photographes présentent au plus dix photographies récentes ;

- les artistes plasticiens présentent un dossier composé de documents de référence sur leurs travaux récents, tels que catalogues, photographies, cassettes vidéos. Seuls les plasticiens présélectionnés seront invités à venir déposer trois de leurs œuvres originales en vue de leur examen par le jury ;

- les restaurateurs d'œuvres d'art présentent des documents (photographies, articles, mémoires, etc.) sur les travaux effectués ou en cours de réalisation ;

- les scénographes présentent un projet personnel de spectacles (dossier comportant textes et dessins dans un album de format A3 et/ou cassettes vidéo). Les maquettes ne sont pas acceptées.

Art. 5. - Le délégué aux arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au

Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,
Pour la ministre et par délégation,
Le délégué aux arts plastiques,
Guy Amsellem

CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Décision n° 8-396 du 26 février 1999 portant délégation de signature

Le directeur général du Centre national de la cinématographie

Vu la décision n° 8-394 du 16 juin 1998, portant délégation de signature,
Vu la décision du 15 janvier 1999 nommant M. Jean-Baptiste Dieras, directeur des actions patrimoniales,
Vu la décision du 15 janvier 1999 nommant Mme Paule Iappini, directeur des affaires européennes et internationales,

Décide

La décision n° 8-395 du 7 septembre 1998 est abrogée.

Les articles 6, 7, 8, 10, 13 et 14 de la décision n° 8 - 394 du 16 juin 1998 sont annulés et remplacés comme suit :

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Goudineau, délégation permanente est donnée à :

- Mme Paule Iappini, directeur des affaires européennes et internationales,
- M. François Hurard, directeur du cinéma,
- M. Alain Donzel, directeur de l'action culturelle et territoriale,
- M. Michel Romand Monnier, directeur de l'audiovisuel et des industries multimédia,

à l'effet de signer tous actes et décisions entrant dans le cadre de leurs attributions, à l'exception des marchés publics, des décisions de financement d'un montant supérieur à 1 000 000 de francs, de toutes décisions de financement prises contre l'avis d'une commission, des ordres de mission et des actes relatifs au contentieux dans lesquels le Centre national de la cinématographie est partie prenante.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Nicolas, délégation permanente est donnée à :

- M. Jean-Baptiste Diéras, directeur des actions patrimoniales,

à l'effet de signer tous actes et décisions entrant dans le cadre de ses attributions, à l'exception des marchés publics, des décisions de financement d'un montant supérieur à 1 000 000 de francs, de toutes décisions de financement prises contre l'avis d'une commission, des ordres de mission des agents du service relevant de ses attributions en dehors de la France métropolitaine et des actes relatifs au contentieux dans lesquels le Centre national de la cinématographie est partie prenante.

Article 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement des délégataires visés aux articles 4 et 6, délégation spécifique est donnée à :

- M. Jean-Pierre Calmel, directeur adjoint chargé des financements,
- Mme Anne Cochard, directeur adjoint au cinéma,
- Mme Hélène Raymondaud, directeur adjoint chargé de la réglementation,

à l'effet de signer tous actes et décisions entrant dans le cadre de leurs attributions dans les mêmes conditions que les délégataires visés à l'article 6.

Article 10 :

En cas d'absence ou d'empêchement des délégataires visés aux articles 4, 5, 6, 7 et 8, délégation spécifique est donnée à :

Pour la direction des financements, de la réglementation, de la prospective et de l'information :

- M. Thierry Peyrard, chef du service du budget et des interventions financières,
- M. Laurent Vennier, chef du service du contrôle de gestion et des instruments de financement,
- M. Benoît Danard, chef du service des études, des statistiques et de la documentation,
- Mme Françoise Vincendeau, chef du service juridique,
- M. Alain Lameyre, chef du service des professions.

Pour la direction du cinéma :

- M. Gérard Mesguich, responsable de la mission de la diffusion,
- M. Jean Luc Douat, chef du service du soutien à la production et à la distribution,
- M. André Avignon, chef du service des aides sélectives à la production et à la distribution,
- Mme Nicole Delaunay, chef du service de l'exploitation,
- M. Daniel Lefrancq, chef du service de la billetterie et du contrôle des recettes.

Pour la direction de l'audiovisuel et des industries du multimédia :

- M. Laurent Cormier, chef du service du soutien aux industries de programme,
- M. Claude Schiffmann, chef du service des industries du multimédia et de la vidéo.

Pour la direction de l'action culturelle et territoriale :

- M. Jean Marc Moisy, chef du service de l'action culturelle,
- M. Gérard Pardessus, chef du service de l'action territoriale.

Pour le secrétariat général :

- Mme Françoise Meyer, chef du service du personnel et des ressources humaines,
- M. Alain Buis, chef du service de l'organisation et des systèmes d'information,
- M. Daniel Suisse, chef des services généraux,
- M. Pierre Eynard, chef du service de l'inspection.

Pour la direction des actions patrimoniales :

- Mme Michèle Aubert, chef du service des archives du film et du dépôt légal et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Jacques Flandrin-Thoniel, chef du département administration du service des archives du film et du dépôt légal,

à l'effet de signer tous actes et décisions d'un montant inférieur à 50 000 francs entrant dans le cadre de leurs attributions à l'exception des ordres de mission - sauf disposition contraire prévue à l'article 10 ter - et des dépenses :

- de documentation générale d'un montant supérieur à 5 000 francs,
- de formation professionnelle d'un montant supérieur à 5 000 francs,
- d'œuvres sociales d'un montant supérieur à 5 000 francs,

qui devront être au préalable visés par le secrétaire général.

Article 10 bis :

En cas d'absence ou d'empêchement des délégataires visés aux articles 4 et 8, délégation spécifique est donnée à M. Thierry Peyrard, chef du service du budget et des interventions financières, à l'effet de signer tous actes et décisions entrant dans le cadre de ses attributions d'un montant inférieur à 200 000 francs imputés sur les crédits des administrations civiles gérés par l'établissement.

Article 10 ter :

En cas d'absence ou d'empêchement des délégataires visés aux articles 3 et 7, délégation spécifique est donnée à Mme Michèle Aubert, chef du service des archives du film et du dépôt légal, à l'effet de signer tous ordres de mission des agents du service relevant

de leurs attributions, pour des déplacements exclusivement en France métropolitaine.

Article 10 quater :

Délégation spécifique est donnée aux chefs de service visés à l'article 10, à l'effet de signer les liquidations relevant de leurs attributions dans la limite d'un montant de 1 000 000 de Francs.

Article 13 :

Délégation spécifique est donnée à M. Alain Begramian et M. Serge Robillard, conseillers auprès de la direction des affaires européennes et internationales, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions toute correspondance, contrat et convention sans incidence financière.

Article 14 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Nicolas, délégation spécifique est donnée à :

- M. Jean-Baptiste Diéras à l'effet de signer toute décision d'acquisition des pièces et documents entrant dans les collections du Centre national de la cinématographie,
- M. Jean-Baptiste Diéras et en cas d'absence ou d'empêchement à Mme Michèle Aubert ou M. Jacques Flandrin-Thoniel à l'effet de signer toute décision de prêt ou dépôt de pièces et documents entrant dans les collections du Centre national de la cinématographie.

Le directeur du Centre national de la cinématographie,
Marc Tessier

Désignation des agents assermentés par le Centre national de la cinématographie et agréés par la ministre de la culture et de la communication le 26 avril 1999 au titre de l'article L. 331-2 du code de la propriété intellectuelle.

Au titre du Centre national de la cinématographie :

M. Xavier	ALBERTELLA
M. Laurent	BAICHE
M. Richard	BITSCH
M. Maurice	DEMICHY
M. Pierre	EYNARD
M. Philippe	GAUTIER
M. Jean-Pierre	GUIDEZ
M. Thierry	HÉBERT
M. Jean-Pierre	JAVON
M. Bernard	KUHN
M. Gérard	LE GAL
M. Xavier	METENIER
M. Régis	ORBILLOT
Mme Josiane	PANCIATICI
M. Pierre-Louis	PELLISSIER
M. Dominique	RENAUD
M. Yves	RIALLAND

Au titre de l'association de lutte contre la piraterie audiovisuelle :

M. Jacques-Pierre LECCIA
M. Jean-Pierre MAYET
M. Jean SAINATI
M. Jean-Claude VALANCE

RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX

Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs de la carte Sésame - saison 1999/2000

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,
Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 25 mars 1999,

Décide

Article unique

La grille tarifaire de la Carte Sésame 1999/2000 est fixée conformément au tableau ci-après :

Tarifs Sésame 1999/2000

	Sésame Jeune	Sésame Solo	Sésame Duo
Tarif grand public	120 F	245 F	450 F
Tarif collectivité (1)	/	200 F	370 F

Tarif partenariat (2)

formule standard	/	200 F	370 F
avec extension d'avantages	/	245 F	450 F

(1) au-delà de 20 abonnements.

(2) dans le cadre exclusif de conventions de partenariat.

Pour le directeur des musées de France,
Président du conseil d'administration
de la Réunion des musées nationaux,
Le directeur administratif et financier,
Pierre Deprost

Décision du 29 mars 1999 relative à l'opération le Printemps des musées

Le directeur des musées de France, président du

conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,
Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 25 mars 1999,

Décide

Article unique

Dans le cadre de l'opération *le Printemps des musées*, les collections permanentes des musées nationaux sont ouvertes gratuitement au public un dimanche par an.

Pour le directeur des musées de France,
Président du conseil d'administration
de la Réunion des musées nationaux,
Le directeur administratif et financier,
Pierre Deprost

Décision du 29 mars 1999 relative à la vente de carnets de billets pour les collectivités au musée d'Orsay

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,
Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 25 mars 1999,

Décide

Article unique

Le musée d'Orsay met en place deux nouvelles propositions de visite consistant en une billetterie exclusivement destinée aux collectivités, associations et comités d'entreprise, sous la forme de carnets de billets valables pour l'année 1999 :

- un carnet de 30 billets coupe-file donnant accès au musée au tarif de 1140F, (tarif du billet unitaire 38F).
- un carnet de 30 billets coupe-file donnant accès au musée et à une visite-conférence d'1h 30 pour individuel concernant exclusivement les collections permanentes, au tarif de 1 950 F (tarif du billet unitaire 65F).

Ces carnets, indivisibles, sont en vente à l'avance au musée d'Orsay et à la boutique Musée & Compagnie.

Pour le directeur des musées de France,
Président du conseil d'administration
de la Réunion des musées nationaux,
Le directeur administratif et financier,
Pierre Deprost

Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs de la carte Blanche du musée d'Orsay pour 1999 et 2000

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,
Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 25 mars 1999,

Décide

Article unique

Les tarifs de la Carte blanche du musée d'Orsay sont fixés, pour l'année 2000, conformément au tableau ci-dessous et seront applicables à compter du mois de septembre 1999.

Tarifs carte Blanche	1999	2000
Tarifs individuels		
Plein tarif	260 F	260 F
Tarif couple	440 F	440 F
Tarif -26 ans	150 F	150 F
Tarif collectivité		
Plein tarif	200 F	200 F
Tarif individuels regroupés à partir de 8 adhésions	220 F	220 F

Pour le directeur des musées de France,
Président du conseil d'administration
de la Réunion des musées nationaux,
Le directeur administratif et financier,
Pierre Deprost

Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs de l'auditorium du musée d'Orsay pour le cycle de films *Retour sur images*

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,
Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 25 mars 1999,

Décide

Article unique

Les tarifs du cycle *Retour sur images* organisé conjointement par le musée du Louvre et le musée d'Orsay du 17 au 20 juin 1999 sont fixés à 25F pour le plein tarif et 17F pour le tarif réduit.

De plus, tout billet acheté au musée d'Orsay ou au Louvre, pour une des séances du cycle, donne libre

accès à l'ensemble de la programmation.

Pour le directeur des musées de France,
Président du conseil d'administration
de la Réunion des musées nationaux,
Le directeur administratif et financier,
Pierre Deprost

Décision du 29 mars 1999 relative aux tarifs des musées de l'Île d'Aix

Le directeur des musées de France, président du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,
Vu la délibération du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 25 mars 1999,

Décide

Art. 1^{er}. - Les tarifs du musée Napoléonien sont fixés à compter du 1^{er} mai 1999 à 16 F pour le plein tarif et 12 F pour le tarif réduit.

Art. 2 .- Il est créé un billet jumelé donnant accès à ces deux musées. Son tarif est fixé à 24 F pour le plein tarif et 18 F pour le tarif réduit.

Art. 3. - Le tarif réduit est accordé aux membres des groupes de plus de 20 et 30 personnes au maximum visitant le musée Napoléonien ou le musée Africain de l'Île d'Aix.

Pour le directeur des musées de France,
Président du conseil d'administration
de la Réunion des musées nationaux,
Le directeur administratif et financier,
Pierre Deprost

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 470-N du 31 mars 1999 portant délégation de signature

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

- Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;
- Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1992 portant règlement de la comptabilité publique ;

- Vu le décret du 26 mars 1999 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1997 nommant M. Werner Spies, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1998 nommant M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel ;

Vu les décisions :

- du 29 mars 1999 nommant M. Guillaume Cerutti, directeur général ;
- du 9 septembre 1991 nommant M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication ;
- du 25 juin 1995 nommant M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information ;
- du 1^{er} décembre 1995 nommant M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité ;
- du 1^{er} octobre 1996 nommant Mme Sophie Aurand, directeur de la production ;
- du 3 décembre 1996 nommant M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier ;
- du 28 avril 1998, nommant M. Martin Bethenod, directeur des éditions ;
- du 29 mai 1998, nommant Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines ;
- du 26 novembre 1998, nommant Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative et des publics

Décide

Art. 1^{er} . - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Aillagon, président, délégation de signature est donnée à M. Guillaume Cerutti, directeur général, pour tous actes et toutes mesures entrant dans le cadre de ses compétences.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, à l'effet de signer :

- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exclusion des marchés et contrats de plus de 900 000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission ;
- les commandes, lettres de commandes ou contrats ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les décisions de tarifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à Mme Béatrice Paasch-Gonzales, adjointe au directeur juridique et financier, à l'effet de signer dans les mêmes limites, ces mêmes

pièces, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier et de Mme Béatrice Paasch-Gonzales, adjointe au directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Philippe, chargé de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leur note de transmission au contrôleur financier et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Aurand, directeur de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du MNAM/CCI et du directeur du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20 000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, la même délégation est donnée à M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, pour les matières relevant de ses compétences.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M. Harouth Bezdjian, adjoint au directeur de la production chargé du service audiovisuel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

En cas d'absence de Mme Sophie Aurand, directeur de la production et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à Melle Marianne Noël attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Werner Spies, directeur du département du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur-adjoint chargé des collections, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, délégation est donnée à M. Bernard Blistène, directeur-adjoint chargé de

la création contemporaine et de la coordination des activités temporaires, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur-adjoint, délégation est donnée à Mme Laurence Camous, chef du service de la documentation générale à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur-adjoint, délégation est donnée à Mme Josette Lelange, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, délégation est donnée à Mme Josette Guilbert, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, les mêmes pièces.

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes

d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité, la même délégation est donnée à M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, pour les matières relevant de ses compétences, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Dany Culotti, chargée de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Christine Blanc, contrôleur de gestion grands travaux, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de

recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Bernard Piaia, chef du service bâtiment de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Bertrand Philippeau, chef de projet grands travaux, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrice Januel, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Nadim Callabe, adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Gérard Pecqueux, responsable du pôle administratif du service sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

Art. 7. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative et des publics, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Bakta Thirode, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Martin Bethenod, directeur des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20 000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, la même délégation est donnée à M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, pour les matières relevant de ses compétences, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, et de M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Parmentier, chargée de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

Art. 9. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats

emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;

- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les conventions sans incidence financière ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Josèphe Poisson Nguyen, adjointe au directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous la responsabilité du directeur de la communication :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs .
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Richy, adjointe au directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous la responsabilité du directeur de la communication :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs .
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation est donnée à Mme Claudine Leuenberger, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous la responsabilité du directeur de la communication :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la gestion des personnels du Centre, notamment :

- les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
- les décisions d'attribution de vacances ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel ;
- les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant

- inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
 - les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Hervé Piriou, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
- les décisions d'attribution de vacations ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;
- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Patrice Cascarino, chef du service du développement social, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs .
- les certificats administratifs.
- les documents relatifs à la formation du personnel.

Art. 11. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

Art.12. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Claudine Leuenberger, attachée principale de direction, à l'effet de signer, dans la limite des crédits du budget de la présidence placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;

- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

Art. 13 - La présente décision annule et remplace toutes décisions de délégation antérieures.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Jean-Jacques Aillagon

Additif à l'article 8 de la décision n° 470-N du 29 mars 1999 portant délégation de signature

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, et de M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Parmentier, chargée de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs.
- les certificats administratifs.

Décision n° 480-N du 31 mars 1999 portant nomination du directeur général du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu le décret du 26 mars 1999 renouvelant M. Jean-Jacques Aillagon dans les fonctions de président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Décide

Article unique

M. Guillaume Cerutti, inspecteur des finances, est nommé directeur général du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 29 mars 1999.

Le président du Centre national d'art et de culture
Georges-Pompidou,
Jean-Jacques Aillagon

DOCUMENTS SIGNALÉS

Direction des Archives de France

Note AD/DEP 428 du 15 mars 1999 relative à la diffusion d'un questionnaire sur le patrimoine sonore et audiovisuel.

Note AD/DEP 451 du 16 mars 1999 relative à l'utilisation du réseau Internet.

Note AD/DEP 453 du 17 mars 1999 relative aux facilités de consultation accordées aux membres de la Mission d'études sur la spoliation des biens juifs de France.

Note AD/DEP 612 du 31 mars 1999 relative à l'appel à projet pour la numérisation de la documentation sur le patrimoine culturel en région.

Note AD/DEP 897 du 19 avril 1999 relative à l'accès des chercheurs mandatés par le Conseil du patrimoine de la ville de Paris à des fonds d'archives concernant la seconde guerre mondiale.

Délégation générale à la langue française

Commission générale de terminologie et de néologie :
Liste des termes, expressions et définitions adoptées - vocabulaire de l'informatique et de l'Internet.
in *Journal Officiel*, n° 63 des 15 et 16 mars 1999, pp. 3905-3910.

Mesures d'information

Décision de justice intéressant le ministère de la culture

Arrêt du Conseil d'État du 7 avril 1999 M. Alcamo. Requête n° 198006

Par la présente décision, le Conseil d'État a considéré que la décision de mise en vente d'un ouvrage par les services de la Documentation française relevait d'une appréciation d'opportunité et n'était pas susceptible de faire l'objet d'un recours administratif devant le juge ; il s'agissait, en l'espèce, de l'ouvrage de Monsieur Hervé Bastien : «Droit des archives».

Le Conseil d'État statuant au Contentieux
(Section du contentieux, 10^{ème} sous-section),

Vu la requête, enregistrée au secrétariat de la section du contentieux du Conseil d'État le 15 juillet 1998 après renvoi de la cour administrative d'appel de Paris, de M. Michel Alcamo, demeurant 7, Les Hauts de Caudeval, Malras (11300) Limoux ; M. Alcamo demande que le juge administratif :

- 1) annule la décision conjointe de la ministre de la culture et du Premier ministre de mettre en vente l'ouvrage intitulé «Droit des archives» publié à la Documentation française ;
- 2) surseoie à l'exécution de ladite décision ;
- 3) prononce sa suspension provisoire ;
- 4) enjoigne au ministre de la culture et au Premier ministre de retirer l'ouvrage de la vente ;
- 5) condamne le ministre de la culture et le Premier ministre à lui verser la somme de 10 000 F au titre des frais irrépétibles ;

.....

Vu les autres pièces du dossier ;
Vu la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 modifiée par la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987 ;
Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 et la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 ;
Vu l'article 75-I de la loi du 10 juillet 1991 ;
Après avoir entendu en audience publique :
- le rapport de Mme Gendreau-Massaloux, Conseiller d'État,
- les conclusions de Mme Daussun, Commissaire du Gouvernement ;

Sans qu'il soit besoin d'examiner la recevabilité de la requête :

Sur la demande d'annulation de la décision de mise en vente de l'ouvrage «Droit des archives» :

Considérant, d'une part, que si le requérant fait valoir que l'ouvrage intitulé «Droit des archives» méconnaît le principe de sécurité juridique et contient des informations inexactes, les moyens ainsi articulés portent exclusivement sur les analyses et le contenu de l'ouvrage, que la ministre de la culture et le Premier ministre n'ont pas entendu s'approprier par le seul fait de la publication incriminée ; qu'ainsi ces moyens ne sauraient être utilement invoqués à l'encontre de la décision prise par le Premier ministre de faire publier l'ouvrage par la Documentation française ;

Considérant, d'autre part, qu'à l'appui de ses conclusions dirigées contre la décision de mise en vente prise par la ministre de la culture et le Premier ministre, M. Alcamo n'invoque la violation d'aucune disposition législative ou réglementaire relative à la diffusion de l'information ;

Considérant, enfin, qu'en prenant cette décision la ministre de la culture et le Premier ministre se sont livrés à une appréciation d'opportunité qui n'est pas susceptible d'être discutée devant le juge de l'excès de pouvoir ; que le requérant n'établit pas que ladite décision serait entachée de détournement de pouvoir ;

Sur les conclusions tendant à enjoindre au ministre de la culture et au Premier ministre de retirer l'ouvrage litigieux de la vente :

Considérant que, sauf dans le cas prévu par l'article 6-1 de la loi du 16 juillet 1980 modifiée, il n'appartient pas au juge administratif d'adresser des injonctions à l'administration ; que par suite, les conclusions susanalysées sont irrecevables ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article 75-I de la loi du 10 juillet 1991 :

Considérant que les dispositions de l'article 75-I de la loi du 10 juillet 1991 susvisée font obstacle à ce que l'État, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, sont condamné à verser à M. Alcamo la somme de 10 000 F qu'il demande à titre des frais

irrépétibles ;

Décide

Art. 1^{er}. - La requête de M. Alcamo est rejetée.

Art. 2. - La présente décision sera notifiée à M. Michel Alcamo, au ministre de la culture et de la communication et au Premier ministre.

Relevé de textes parus au Journal officiel

MARS 1999

JO n° 51 des 1^{er} et 2 mars 1999

Page 3135 Arrêté du 12 février 1999 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris pour l'exercice 1998.

Page 3135 Arrêté du 12 février 1999 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris pour l'exercice 1999.

Page 3135 Arrêté du 22 février 1999 fixant au titre de l'année 1999 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de techniciens d'art, spécialité Tapissier-décoration (métiers du textile), du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Page 3141 Décret du 23 février 1999 portant nomination (écoles d'architecture) (M. Wirz Hans).

Conventions collectives

Page 3145 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 3145 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 52 du 3 mars 1999

Page 3202 Arrêtés du 1^{er} mars 1999 portant nomination (administration centrale) (Mme Chatenay-Dolto Véronique, M. Juré Patrick).

Conventions collectives

Page 3206 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Île de France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 53 du 4 mars 1999

Page 3251 Arrêté du 19 février 1999 relatif au

budget du Théâtre national de l'Odéon pour l'exercice 1998.

Page 3251 Arrêté du 19 février 1999 relatif au budget du Théâtre national de l'Odéon pour l'exercice 1999.

Page 3251 Arrêté du 19 février 1999 relatif au budget de la Comédie-Française pour l'exercice 1998.

Page 3251 Arrêté du 19 février 1999 relatif au budget de la Comédie-Française pour l'exercice 1999.

Page 3258 Décret du 3 mars 1999 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure des arts décoratifs.

Page 3258 Arrêté du 22 février 1999 portant reconnaissance de la qualification d'architecte (Mme Bauer-Icart Christine).

Conventions collectives

Page 3261 Avis relatif à l'élargissement d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 54 du 5 mars 1999

Premier ministre

Page 3320 Décret du 4 mars 1999 portant nomination à la commission d'accès aux documents administratifs (Mme Puybasset Michèle).

Culture

Page 3322 Décret du 3 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme France 2 (M. Tessier Marc).

Page 3322 Décret du 4 mars 1999 portant nomination de la déléguée au développement et à l'action territoriale (Mme Weber Anita).

Page 3323 Arrêté du 16 février 1999 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles)(MM. Berthod Michel, Fosseyeux Jean, Mme Zinguérévitch Elisabeth).

Page 3323 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 55 du 6 mars 1999

Page 3374 Décret du 5 mars 1999 portant délégation de signature (Mme Weber Anita).

Page 3374 Arrêté du 5 mars 1999 portant délégation de signature (Mme Weber Anita).

Page 3383 Arrêté du 15 février portant admission à la retraite (administration générale) (M Noël Raymond).

Page 3383 Arrêté du 23 février 1999 portant promotion (administration centrale) (Mme Gendron-Maillet Armelle, M. Peyre Éric).

JO n° 56 du 7 mars 1999

Page 3443 Décret du 5 mars 1999 portant délégation de signature (Mme Cachin Françoise).

Page 3445 Arrêté du 8 février 1999 modifiant l'arrêté du 11 avril 1996 modifié portant création et composition des comités d'hygiène et de sécurité au ministère de la culture et de la communication.

Page 3446 Arrêté du 4 mars 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement d'assistants ingénieurs (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 57 des 8 et 9 mars 1999

Page 3525 Arrêté du 21 septembre 1998 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Paris-Belleville.

Page 3525 Arrêté du 11 décembre 1998 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Marseille-Luminy.

Page 3525 Arrêté du 29 décembre 1998 portant attribution d'un ensemble de volumes.

Page 3525 Arrêté du 6 janvier 1999 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Bretagne.

Page 3525 Arrêté du 13 janvier 1999 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon.

Page 3525 Arrêté du 22 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand.

Page 3525 Arrêté du 22 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Paris-Belleville.

Page 3525 Arrêté du 3 février 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Versailles.

Page 3525 Arrêté du 23 février 1999 relatif au budget pour 1999 de l'École nationale supérieure de création industrielle pour 1998.

Page 3525 Arrêté du 23 février 1999 relatif au budget pour 1999 de l'École nationale supérieure de création industrielle pour 1999.

Page 3532 Décret du 2 mars 1999 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (Mme Thomas José).

Page 3532 Arrêté du 1^{er} mars 1999 portant nomina-

tion du directeur du musée de la musique de l'Établissement public de la Cité de la musique (M. Dassas Frédéric).

JO n° 58 du 10 mars 1999**Premier ministre**

Page 3567 Arrêté du 9 mars 1999 portant organisation et composition du comité de coordination du service public des bases de données juridiques.

Éducation nationale, recherche et technologie

Page 3572 Arrêté du 2 mars 1999 portant définition et fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude professionnelle Facteur d'orgues.

Culture

Page 3589 Arrêté du 22 décembre 1998 portant changement d'utilisation d'un ensemble immobilier domanial.

Page 3589 Arrêté du 19 février 1999 relatif au budget du Théâtre national de l'Odéon pour l'exercice 1999.

Page 3589 Arrêté du 25 février 1999 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon pour l'exercice 1998.

Page 3590 Arrêté du 25 février 1999 relatif au budget du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon pour l'exercice 1999.

Page 3590 Arrêté du 26 février 1999 relatif au budget de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1998.

Page 3590 Arrêté du 26 février 1999 relatif au budget de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1998.

Page 3590 Arrêté du 26 février 1999 relatif au budget de l'Opéra national de Paris pour l'exercice 1999.

Page 3597 Décret du 3 mars 1999 portant titularisation (inspecteurs de la création et des enseignements artistiques).

Page 3597 Décret du 3 mars 1999 portant nomination du directeur de l'école d'architecture de Grenoble (M Vincent Michel).

Page 3598 Décret du 9 mars 1999 portant nomination du président de l'Établissement public du parc et de la grande halle de La Villette (M. Latarjet Bernard).

Page 3598 Décret du 9 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public du parc et de la grande halle de La Villette.

Page 3598 Décision du 1^{er} mars 1999 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

JO n° 59 du 11 mars 1999**Économie, finances et industrie**

Page 3636 Décret n° 99-178 du 10 mars 1999 relatif

aux marchés publics de services ayant pour objet le passage des systèmes informatiques et techniques à l'an 2000.

Culture

Page 3642 Arrêté du 22 décembre 1998 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Paris-Villemin.

Page 3642 Arrêté du 24 décembre 1998 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 3642 Arrêté du 6 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Paris-Conflans.

Page 3642 Arrêté du 14 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Paris-La Villette.

Page 3642 Arrêté du 19 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Bretagne.

Page 3642 Arrêté du 19 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon.

Page 3642 Arrêté du 19 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Nantes.

Page 3647 Décision du 22 février 1999 portant nomination d'un comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 pris en application du décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique.

JO n° 60 du 12 mars 1999

Page 3698 Arrêté du 24 février 1999 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Jaton Charles).

Conventions collectives

Page 3698 Arrêté du 2 mars 1999 portant extension d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 61 du 13 mars 1999

Page 3778 Décret n° 99-189 du 11 mars 1999 modifiant le décret n° 90-67 du 17 janvier 1990 et relatif aux principes généraux concernant l'indépendance des producteurs d'œuvres cinématographiques à l'égard des diffuseurs.

Page 3778 Décret n° 99-190 du 11 mars 1999 modifiant le décret n° 95-668 du 9 mai 1995 et relatif aux principes généraux concernant l'indépendance des producteurs d'œuvres cinématographiques à l'égard de certains diffuseurs.

Page 3779 Arrêté du 5 mars 1999 fixant au titre de l'année 1999 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés, spécialité Bâtiments de France (femmes et hommes).

Page 3779 Arrêté du 10 mars 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale du ministère de la culture et de la communication.

Page 3802 Arrêté du 3 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public du musée du Louvre.

JO n° 62 du 14 mars 1999

Page 3831 Décision du 8 mars 1999 portant nomination à la commission compétente pour l'octroi de dérogations au délai prévu pour l'exploitation d'œuvres cinématographiques sous forme de supports destinés à la vente ou à la location pour l'usage privé du public.

JO n° 63 des 15 et 16 mars 1999

Page 3884 Arrêté du 1^{er} février 1999 portant affectation de locaux dépendant d'un ensemble immobilier domanial.

Page 3890 Arrêté du 18 janvier 1999 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Normandie.

Page 3890 Arrêté du 1^{er} mars 1999 portant nomination à la mission juridique du Conseil d'État au sein du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 64 du 17 mars 1999

Page 3952 Arrêté du 2 mars 1999 portant admission à la retraite (enseignements artistiques) (Mme Tronche Anne).

JO n° 65 du 18 mars 1999

Page 4024 Arrêté du 9 mars 1999 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (Mme Tarsot-Gillery Sylviane).

JO n° 66 du 19 mars 1999

Page 4047 Loi n° 99-198 du 18 mars 1999 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles.

Culture

Page 4089 Arrêté du 11 mars 1999 portant nomination du directeur du projet pour l'enseignement et la recherche de l'Établissement public du musée du quai Branly (M. Godelier Maurice).

Page 4089 Arrêté du 11 mars 1999 portant nomination du directeur du projet muséologique de l'Établissement public du musée du quai Branly (M. Viatte Germain).

Conventions collectives

Page 4093 Arrêté du 8 mars 1999 portant extension d'un accord concernant les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 67 du 20 mars 1999

Page 4147 Arrêté du 9 mars 1999 portant approbation du compte financier de l'École nationale supérieure des beaux-arts pour l'exercice 1997.

Page 4147 Arrêté du 10 mars 1999 modifiant l'arrêté du 17 juin 1998 fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien des services culturels et des Bâtiments de France de classe exceptionnelle.

Page 4147 Arrêté du 10 mars 1999 fixant les modalités d'organisation et le déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien d'art de classe exceptionnelle du ministère chargé de la culture.

Fonction publique

Page 4151 Décret n° 99-208 du 17 mars 1999 portant majoration à compter du 1^{er} avril 1999 du traitement afférent à l'indice de base de la fonction publique et attribution à compter du 1^{er} avril 1999 d'un point d'indice majoré uniforme aux personnels civils et militaires de l'État, aux personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Culture

Page 4169 Arrêté du 12 mars 1999 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs en chef du patrimoine).

Page 4169 Arrêté du 12 mars 1999 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs de 1^{ère} classe du patrimoine).

JO n° 69 des 22 et 23 mars 1999

Page 4357 Décret n° 99-222 du 16 mars 1999 modifiant le décret n° 75-939 du 29 septembre 1975 relatif à l'ordre des Arts et des Lettres.

JO n° 70 du 24 mars 1999

Page 4425 Arrêté du 3 mars 1999 érigeant le musée et le domaine de Fontainebleau en service à compétence nationale.

Page 4425 Arrêté du 3 mars 1999 érigeant les musées et domaines de Compiègne et Blérancourt en service à compétence nationale.

Page 4432 Arrêté du 16 mars 1999 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs en chef du patrimoine).

Page 4432 Décision du 4 mars 1999 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

JO n° 71 du 25 mars 1999

Page 4481 Arrêté du 9 février 1999 portant nomination de la secrétaire générale de l'Académie de France à Rome (Mme Labourdette Marie-Christine).

Page 4481 Arrêté du 22 mars 1999 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (Mme Lallemand Marie-Antoinette).

Page 4481 Arrêté du 22 mars 1999 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant création d'une taxe parafiscale au profit d'un fonds de soutien à l'expression radiophonique.

Conventions collectives

Page 4483 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 72 du 26 mars 1999

Page 4529 Arrêté du 23 mars 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité Bâtiments de France (femmes et hommes), du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 73 du 27 mars 1999

Page 4590 Arrêté du 13 janvier 1999 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Grenoble.

Page 4590 Arrêté du 20 janvier 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Grenoble.

Page 4590 Arrêté du 26 janvier 1999 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Lyon.

Page 4590 Arrêté du 26 janvier 1999 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Lyon.

Page 4590 Arrêté du 1^{er} février 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Marseille-Luminy.

Page 4590 Arrêté du 1^{er} février 1999 relatif au budget pour 1999 de l'école d'architecture de Lyon.

Page 4590 Arrêté du 11 mars 1999 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit de l'Association de gestion du musée d'art moderne de Lille-métropole - Villeneuve-d'Asc pour une exposition (*Les années cubiste*).

Page 4591 Arrêté du 16 mars 1999 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit de la ville de Saint-Étienne pour une exposition (*Alberto Giacometti*).

Page 4598 Décret du 26 mars 1999 portant nomination du président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (M. Aillagon Jean-Jacques).

Page 4599 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 75 des 29 et 30 mars 1999

Page 4708 Arrêté du 22 mars 1999 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

JO n° 76 du 31 mars 1999

Page 4792 Décret du 29 mars 1999 portant délégation de signature (M. Amsellem Guy).

Page 4792 Arrêté du 24 février 1999 modifiant l'arrêté du 19 février 1998 relatif à l'attribution par la ministre de la culture et de la communication de bourses d'études chorégraphiques.

Page 4795 Décret du 29 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio France internationale (Mme Bosche-Lenoir Anne).

Page 4795 Décret du 29 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de la Société financière de radiodiffusion (Mme Bosche-Lenoir Anne).

Page 4796 Arrêté du 19 mars 1999 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs généraux du patrimoine).

Page 4796 Décret du 23 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de la société La Cinquième Développement (Mme Moati Sophie).

AVRIL 1999**JO n° 77 du 1^{er} avril 1999****Économie, finances et industrie**

Page 4870 Arrêté du 23 mars 1999 portant transfert de crédits (culture, titre V : patrimoine monumental).

Page 4872 Arrêtés du 26 mars 1999 portant transfert de crédits (culture, titre V : bâtiments et autres investissements).

Culture

Page 4879 Arrêté du 22 mars 1999 modifiant l'arrêté du 4 mai 1995 fixant la liste des sites gérés par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Page 4879 Arrêté du 23 mars 1999 modifiant l'arrêté du 11 avril 1996 modifié portant création et composition de comités d'hygiène et de sécurité au ministère de la culture et de la communication.

Page 4879 Arrêté du 24 mars 1999 portant modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé.

Page 4884 Décision du 11 mars 1999 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Page 4884 décision du 17 mars 1999 portant nomination à la commission compétente pour l'octroi des contributions financières de l'État aux œuvres cinématographiques d'une durée de projection inférieure à une heure.

Conventions collectives

Page 4887 Arrêté du 23 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale

des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 4887 Arrêté du 23 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 4887 Arrêté du 23 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 4888 Arrêté du 23 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 78 du 2 avril 1999

Page 4944 Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 4949 Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 4952 Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre IV du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de courte durée.

Page 4952 Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre IV du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de courte durée.

Page 4953 Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre V du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la distribution des œuvres cinématographiques.

Page 4954 Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre unique du titre VI du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique

et concernant le soutien financier automatique à la promotion à l'étranger des œuvres cinématographiques.

Page 4954 Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre I^{er} du titre VII du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques en salles de spectacles cinématographiques.

Page 4962 Arrêté du 30 mars 1999 portant nomination au cabinet de la ministre (Mme de Silva Isabelle).
Page 4962 Décisions du 11 mars 1999 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Page 4962 Décisions du 16 mars 1999 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

JO n° 79 du 3 avril 1999

Page 5012 Arrêté du 1^{er} février 1999 portant approbation du compte financier pour l'exercice 1997 de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon.

Page 5022 Décret du 1^{er} avril 1999 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio-France internationale (M. Moyret Jean-Claude).

Page 5022 Arrêté du 22 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand (M. Paillarse Dominique).

Arrêté du 31 mars 1999 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre (M. Bailly Philippe).

Page 5022 Décret du 3 mars 1999 portant nomination du directeur de l'école d'architecture de Grenoble (rectificatif).

JO n° 80 du 4 avril 1999

Économie, finances et industrie

Page 5074 Arrêtés du 29 mars 1999 portant report de crédits (culture, titres V et VI : patrimoine monumental, bâtiments).

Culture

Page 5082 Liste des immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques au cours de l'année 1998.

Premier ministre

Page 5098 Décret du 2 avril 1999 portant nomination à la commission d'accès aux documents administratifs (M. Lasserre Bruno).

JO n° 81 des 5, 6 et 7 avril 1999

Intérieur

Page 5120 Décret du 30 mars 1999 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (Union nationale culture et bibliothèques pour tous).

Premier ministre

Page 5128 Arrêté du 2 avril 1999 relatif au conseil scientifique de la mission interministérielle de soutien technique pour le développement des technologies de l'information et de la communication dans l'administration.

Conventions collectives

Page 5133 Avis relatif à l'élargissement d'un accord concernant les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 82 du 8 avril 1999

Page 5199 Arrêté du 31 mars 1999 portant cessation de fonctions (administration centrale) (M. Didierjean Philippe).

JO n° 83 du 9 avril 1999

Économie, finances et industrie

Page 5248 Arrêté du 1^{er} avril 1999 portant transfert de crédits (culture, titre IV : dotation générale de décentralisation).

Culture

Page 5259 Décret du 7 avril 1999 portant délégation de signature (M. Bonhomme Alain).

Page 5266 Décret du 7 avril 1999 portant nomination au conseil d'administration de la société anonyme Société française de production et de création audiovisuelles (M. Caquot Emmanuel).

Page 5266 Arrêté du 8 février 1999 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-Villemin.

Conventions collectives

Page 5270 Arrêté du 29 mars 1999 portant élargissement d'un avenant à la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 5272 Arrêté du 29 mars 1999 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Page 5272 Arrêté du 29 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 5272 Arrêté du 29 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 5273 Arrêté du 29 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective

nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 84 du 10 avril 1999

Page 5307 Arrêté du 26 mars 1999 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Nancy : *L'école de Nancy, 1889-1909*).

Page 5317 Décret du 7 avril 1999 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Académie de France à Rome (M. Sauvé Jean-Marc).

Page 5317 Décret du 7 avril 1999 portant nomination au conseil d'administration de l'Académie de France à Rome.

Page 5317 Arrêté du 16 mars 1999 portant admission à la retraite (architectes-urbanistes de l'État) (M. Lourdou Bernard).

Conventions collectives

Page 5319 Arrêté du 29 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 5323 Arrêté du 30 mars 1999 portant élargissement d'un accord régional (Île de France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 85 du 11 avril 1999

Page 5371 Arrêté du 10 mars 1999 complétant l'arrêté du 22 novembre 1996 fixant la liste des bibliothèques dans lesquelles peuvent être créés plusieurs emplois de conservateur territorial de bibliothèque et un ou plusieurs emplois de conservateur en chef territorial de bibliothèque.

JO n° 86 des 12 et 13 avril 1999

Page 5433 Arrêté du 26 mars 1999 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Valence : *Hubert Robert et Saint-Petersbourg. Les commandes de la famille impériale et des princes russes entre 1773 et 1802*).

Page 5433 Arrêté du 31 mars 1999 modifiant l'arrêté du 8 juillet 1993 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de la direction de l'administration générale au ministère de la culture et de la communication.

Page 5446 Arrêté du 30 mars 1999 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord (M. Parent Christian).

Page 5446 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 87 du 14 avril 1999

Page 5498 Arrêté du 2 avril 1999 modifiant l'arrêté du 26 août 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère de la culture.

Page 5506 Arrêté du 23 mars 1999 portant nomination à la commission d'évaluation scientifique du corps des conservateurs du patrimoine (Mme Lebrigand Yvette).

JO n° 88 du 15 avril 1999

Page 5546 Arrêté du 29 mars 1999 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Matisse au Maroc*).

Page 5546 Arrêté du 2 avril 1999 portant approbation du compte financier de l'École nationale supérieure de création industrielle pour l'exercice 1997.

JO n° 89 du 16 avril 1999

Équipement, transport et logement

Page 5633 Arrêté du 15 avril 1999 fixant les conditions de délivrance et de retrait de la carte professionnelle des personnels qualifiés pour conduire des visites dans les musées et monuments historiques.

JO n° 90 du 17 avril 1999

Justice

Page 5705 Arrêté du 9 avril 1999 relatif à la création par le Conseil d'État d'un site Internet.

Culture

Page 5718 Arrêté du 7 avril 1999 portant mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé (ville de Versailles).

Page 5731 Décisions du 6 avril 1999 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

JO n° 91 du 18 avril 1999

Éducation nationale, recherche et technologie

Page 5764 Décret n° 99-299 du 16 avril 1999 modifiant le décret n° 88-646 du 6 mai 1988 portant statut particulier du personnel de magasinage spécialisé des bibliothèques.

Économie, finances et industrie

Page 5769 Arrêtés du 14 avril 1999 portant transfert de crédits (culture p. 5770, titre IV : interventions culturelles d'intérêt national).

Culture

Page 5774 Arrêté du 13 avril 1999 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

JO n° 92 des 19 et 20 avril 1999

Conventions collectives

Page 5839 Arrêté du 9 avril 1999 portant extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 5840 Arrêté du 9 avril 1999 portant extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans

le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 5840 Arrêté du 9 avril 1999 portant extension d'un accord départemental (Isère) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 93 du 21 avril 1999

Page 5904 Arrêté du 26 mars 1999 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance pour une exposition (*Maroc, trésors du royaume*).

Page 5904 Arrêté du 2 avril 1999 portant approbation du compte financier de l'École nationale supérieure de création industrielle pour l'exercice 1997.

Page 5904 Arrêté du 2 avril 1999 relatif au budget de l'École nationale supérieure de création industrielle pour l'exercice 1998.

Page 5904 Arrêté du 2 avril 1999 relatif au budget de l'Académie de France à Rome pour l'exercice 1998.

Page 5904 Arrêté du 2 avril 1999 relatif au budget de l'Académie de France à Rome pour l'exercice 1999.

Page 5904 Arrêté du 8 avril 1999 autorisant la Réunion des musées nationaux à constituer une société en Italie.

Page 5915 Décret du 14 avril 1999 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (M. Durry Jean).

Page 5915 Arrêté du 10 mars 1999 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (photographie) (M. Filippi Charles-Henri).

JO n° 94 du 22 avril 1999

Premier ministre

Page 5938 Circulaire du 19 avril 1999 relative au développement du volontariat en qualité de sapeur-pompier parmi les personnels des administrations et des entreprises publiques.

Culture

Page 5974 Arrêté du 13 avril 1999 modifiant l'arrêté du 26 août 1996 fixant les catégories, le nombre des bénéficiaires et les taux des indemnités de sujétions spéciales attribuées à certains conservateurs du patrimoine et conservateurs généraux du patrimoine relevant du ministère chargé de la culture.

JO n° 95 du 23 avril 1999

Économie, finances et industrie

Page 6044 Arrêté du 12 avril 1999 relatif aux modalités de contrôle financier de l'Établissement public du musée du quai Branly.

JO n° 97 du 25 avril 1999

Page 6197 Arrêté du 23 avril 1999 portant

nomination au conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly.

Page 6197 Arrêté du 23 avril 1999 portant nomination au conseil d'orientation de l'Établissement public du musée du quai Branly.

Page 6197 Arrêté du 23 avril 1999 portant nomination au comité de présélection des acquisitions de l'Établissement public du musée du quai Branly.

JO n° 98 des 26 et 27 avril 1999

Page 6273 Arrêté du 14 avril 1999 portant attribution d'un ensemble immobilier domanial («couvent des Cordelières» à Provins).

Page 6279 Arrêté du 13 avril 1999 portant inscription sur une liste d'aptitude (fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche) (M. Odier Thierry).

JO n° 99 du 28 avril 19

Emploi et solidarité

Page 6305 Décret n° 99-320 du 26 avril 1999 relatif à la procédure unique applicable aux déclarations et au versement des cotisations et contributions sociales afférentes à l'emploi occasionnel d'artistes et de techniciens du spectacle.

Culture

Page 6328 Arrêtés du 14 avril 1999 relatifs à l'insaisissabilité de biens culturels (expositions *Peuples de Sibérie, du fleuve Amour aux terres boréales*, et *Topkapi à Versailles, trésors de la Couronne ottomane*).

Page 6333 Arrêté du 22 avril 1999 portant nomination au cabinet de la ministre (Mme Clerc-Bastide Béatrice).

JO n° 100 du 29 avril 1999

Page 6410 Décret du 28 avril 1999 portant nomination du président de l'Établissement public du parc de La Villette (M. Moreno Jean-Claude).

Page 6410 Décision du 1^{er} avril 1999 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée (Mme Masmonteil Marie).

JO n° 101 du 30 avril 1999

Page 6499 Arrêté du 22 avril 1999 portant création et délimitation d'un secteur sauvegardé (commune de Neufchâteau, Vosges).

Page 6499 Arrêté du 22 avril 1999 fixant la liste des publications périodiques visées au 1^o du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 6505 Décisions du 19 avril 1999 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO n° 9 du 1^{er} mars 1999

Réponses aux questions de :

- M. Claude Birraux sur l'intention de la ministre d'exaucer le souhait de la Fédération européenne des jeunes chorales, Europa Cantat, de voir largement diffuser la résolution finale de la 3^{ème} session du Parlement européen des jeunes musiciens qui demande que chacun ait accès à une éducation musicale de qualité.

(Question n° 20740-26.10.1998).

- M. Denis Jacquat sur le point de départ à partir duquel évaluer le rayon de protection de 500 mètres autour d'un édifice classé lorsqu'il s'agit de l'ensemble du domaine d'un château (bâtiment et parc).

(Question n° 20835-02.11.1998).

- Mme Nicole Feidt sur l'intention de la ministre de proposer, en liaison avec la région et le département, des mesures d'aide pour remédier aux difficultés matérielles des sociétés de musique municipales (coût des instruments, recul du bénévolat, modicité des subventions, etc.).

(Question n° 20853-02.11.1998).

- M. Georges Sarre sur les dispositions qui permettraient au CSA d'être mieux outillé pour contrôler et faire respecter les quotas de diffusion de nouvelles chansons françaises (20%) à la radio.

(Question n° 21058-02.11.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la position que la ministre fait prévaloir au nom du Gouvernement dans la plainte pour concurrence déloyale déposée par TF1 à l'encontre de FR2 et FR3 auprès de la Commission européenne, eu égard aux aides publiques à l'audiovisuel qu'elles reçoivent.

(Question n° 21827-23.11.1998).

- M. Léonce Deprez sur les raisons pour lesquelles la presse régionale a été évincée du bénéfice du fonds d'aide au portage de la presse prévu par le décret n° 98-1009 du 6 novembre 1998.

(Question n° 23903-18.01.1999).

JO n° 12 du 22 mars 1999

Réponses aux questions de :

- M. Laurent Dominati sur le fonctionnement en autogestion, depuis son occupation fin octobre 1998 par les organisations syndicales locales, de la station régionale de Wallis-et-Futuna relevant de la société de Radio-télévision d'outre-mer qui semble le tolérer, ainsi que son autorité de tutelle.

(Question n° 21663-23.11.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la conformité de la

politique audiovisuelle française aux dispositions de la résolution adoptée par le Parlement européen sur le livre vert de la Commission européenne sur la convergence des secteurs des nouvelles technologies (télécommunications, médias et technologies de l'information) en matière de réglementation des contenus et sur l'exigence d'un cahier des charges strict pour la radiodiffusion de service public en contrepartie de ses privilèges.

(Question n° 21826-23.11.1998).

- M. Jean-Pierre Balligand sur les postes de direction occupés par des femmes au 1^{er} janvier 1999 dans les services déconcentrés du ministère de la culture.

(Question n° 22693-14.12.1998).

- M. Pierre Brana sur l'opportunité de prévoir des dispositions particulières pour protéger les écoles municipales de musique des petites communes, employant des professeurs de musique contractuels, du risque de disparition qu'induirait l'application stricte de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 qui impose l'emploi de personnel sous statut de la fonction publique territoriale ou de déléguer à des associations loi 1901 l'organisation et la gestion des écoles de musique.

(Question n° 23271-21.12.1998).

- M. Jean de Gaulle sur les propositions de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires sur lesquelles le Gouvernement envisage de s'engager, sur les conséquences tant juridiques que pratiques de la ratification de cette charte, sur sa conformité avec l'article 2 de la Constitution et si, au préalable, le Premier ministre envisage de saisir le Conseil constitutionnel.

(Question n° 24118-18.01.1999).

- M. Renaud Muselier sur l'aboutissement de la mission, annoncée le 7 octobre 1998, qui devait dans un délai d'un mois proposer un ensemble de mesures visant à réformer l'archéologie préventive, conciliant exigences scientifiques, préoccupations d'aménagement du territoire et respect des engagements européens de la France.

(Question n° 24343-25.01.19989).

- M. Michel Vauzelle sur les garanties d'indépendance économique et scientifique envisagées dans le cadre du futur projet de loi sur l'archéologie préventive afin de rassurer les archéologues inquiets quant à l'évolution mercantile de leurs activités.

(Question n° 24563-01.02.1999).

JO n° 13 du 29 mars 1999

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur les suites données à la

requête du président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de produire, en appui à la réflexion parlementaire sur la réforme de l'audiovisuel, un calendrier des évolutions technologiques devant affecter le numérique.

(Question n° 20144-12.10.1998).

- M. Georges Sarre sur la situation précaire de l'Orchestre de Paris (qui n'a jamais disposé depuis sa création en 1967 d'une salle pérenne) causée par le rachat par un investisseur privé de la salle Pleyel où il est installé depuis 1981, alors que Paris ne dispose toujours pas d'une salle symphonique.

(Question n° 21326-09.11.1998).

- M. Pierre Carassus sur les mesures qui permettraient d'assurer une meilleure application de la loi fixant les quotas de diffusion de nouvelles chansons françaises à la radio : contrôle plus efficace, harmonisation des stratégies des diffuseurs, etc.

(Question n° 23434-28.12.1998).

- M. Jean-Claude Lenoir sur l'opportunité de renforcer la réglementation afin de mieux protéger les enfants de la prolifération des annonces publicitaires à caractère pornographique pour les messageries roses (journaux gratuits, affichage, etc.).

(Question n° 23516-28.12.1998).

- M. Nicolas Sarkozy sur le moyen d'alléger les difficultés de recrutement ponctuel de personnel temporaire (membres de jury, accompagnateurs, formateurs de stages) rencontrées par les associations musicales du fait de la complexité de l'établissement des contrats.

(Question n° 23675-11.01.1999).

- MM. Franck Marlin, Dominique Bussereau, Jacques Bascou, Maurice Ligot, Jean-Louis Idiart, François Huwart, Jacques Guyard, Jacques Blanc, Mme Monique Collange et M. Nicolas Dupont-Aignan sur la décision unilatérale des NMPP de baisser la rémunération des dépositaires de presse indépendants sous le prétexte de devoir alimenter, conformément aux exigences de l'État, un fonds de modernisation du réseau diffuseur dans le cadre du 2^{ème} plan de modernisation de la filière de la distribution de la presse pour la période 1998-2000, alors que les subventions du ministère devraient être conditionnées à un partage équitable des charges.

(Questions n° 23854-18.01.1999 ; 24158-18.01.1999 ; 24306-25.01.1999 ; 24539-01.02.1999 ; 24576-01.02.1999 ; 24588-01.02.1999 ; 25637-22.02.1999 ; 25773-22.02.1999 ; 25641-22.02.1999 ; 25779-22.02.1999).

- M. Léonce Deprez sur la pertinence de la règle du non-cumul de la dotation globale d'équipement, dont bénéficient la plupart des projets des communes, avec les aides financières délivrées par le ministère de la

culture et de la communication au titre du patrimoine rural non protégé.

(Question n° 23904-18.01.1999).

- M. François Baroin sur l'opportunité d'organiser un audit sur le fonctionnement du ministère de la culture pour remédier à la confusion (valse des personnels, opacité de la gestion des fonds publics) engendrée par le regroupement des grandes directions qui devait en rationaliser l'organisation et en améliorer l'efficacité.

(Question n° 23972-18.01.1999).

- M. François Baroin sur l'état de la réflexion de la ministre sur la situation financière de certaines DRAC, que l'insuffisance de moyens budgétaires et humains empêche de remplir les missions qui leur incombent depuis la déconcentration.

(Question n° 24050-18.01.1999).

- M. Olivier de Chazeaux sur le souhait du CSA, quant aux modes d'arbitrages des conflits entre câblo-diffuseurs et éditeurs de chaînes, que le futur projet de loi sur l'audiovisuel donne à l'autorité de régulation la capacité d'arbitrer sur les plans de service.

(Question n° 24365-25.01.1999).

- M. Gérard Terrier sur une imprécision légale quant à l'autorité communale compétente pour obtenir du CSA une autorisation de modification du plan de service fixant le contenu de l'offre aux usagers du réseau câblé, en référence au cas de la région messine où Canal J a été remplacé par Télétoon sur autorisation demandée par les maires, sans débat municipal.

(Question n° 24472-01.02.1999).

- M. Gérard Terrier sur l'opportunité d'exiger, par respect pour la démocratie, l'information et le choix des abonnés avant toute modification du plan de service d'un cablo-opérateur, afin d'éviter la situation de Metz où France Télécom câble remplaça sans consultation Canal J par Télétoon, et demanda aux maires de faire avaliser cette décision par le CSA.

(Question n° 24473-01.02.1999).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'évolution de la fréquentation des musées de province au cours des dix dernières années.

(Question n° 24660-01.02.1999).

- M. Pierre Petit sur l'aide qui sera accordée par l'État aux régions, et plus spécifiquement à celles d'outre-mer, pour financer les festivités commémoratives du passage à l'an 2000.

(Question n° 25070-08.02.1999).

JO n° 14 du 5 avril 1999

Réponses aux questions de :

- M. Patrice Martin-Lalande sur le mode de sélection des candidats à la Villa Médicis à Rome, notamment dans le domaine de la littérature :

critères, composition du jury, liste des personnes sélectionnées en 1998.

(Question n° 25174-15.02.1999).

- M. Gilles Carrez sur les conditions d'attribution des subventions ministérielles au Conseil national des arts culinaires (CNAC) et s'il est envisagé, eu égard aux critiques émises à son encontre, de reconduire ces aides de l'État en 1999.

(Question n° 25707-22.02.1999).

JO n° 16 du 19 avril 1999

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Pierre Kucheida sur l'urgente nécessité de la mise en place de la taxe parafiscale au profit du fonds de soutien à l'expression radiophonique (SFER), prévue par le décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997, dont l'article 14 stipule qu'elle participera à la dotation de l'aide à l'équipement des radios associatives classées en catégorie A par le CSA.

(Question n° 23373-28.12.1998).

- M. Didier Chouat sur l'importance d'éviter une confusion inhérente aux festivités de l'an 2000 : une équivoque calendaire, latente dans les esprits, avec le passage au XXI^{ème} siècle.

(Question n° 24235-25.01.1999).

- M. Jean-Pierre Michel sur l'importance de sauver de la destruction d'anciens sites miniers fermés pour des raisons de sécurité, dont les concessions sont dites «orphelines», qui constituent un patrimoine archéologique et scientifique digne de mesures de protections.

(Question n° 24360-25.01.1999).

- M. Laurent Dominati sur le bilan des fouilles nouvelles entreprises au Mont Beuvray après les doutes émis par certains archéologues sur le bien-fondé d'y localiser les vestiges de l'oppidum de Bibracte.

(Question n° 25003-08.02.1999).

- Mme Odile Saugues sur les modalités et le calendrier prévus pour l'application aux écoles supérieures d'art de la suggestion de M. Jacques Imbert, dans son rapport de juillet 1998, préconisant une réforme de la structure juridique et administrative des écoles municipales et nationales d'art.

(Question n° 25184-15.02.1999).

- M. Yvon Montané sur les mesures que le Gouvernement entend proposer pour garantir et promouvoir toutes nos langues de France, dans le cadre de la ratification de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

(Question n° 25283-15.02.1999).

- MM. Jean-Louis Fousseret et Denis Jacquat sur les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour préserver les conditions commerciales des dépositaires indépendants de presse, et donc

maintenir les effectifs de cette profession garante de liberté, de pluralité et de distribution de proximité face au projet unilatéral des NMPP de baisser leur rémunération.

(Questions n° 25954-01.03.1999 ; 26378-08.03.1999).

- M. André Thien Ah Koon sur l'intérêt que représenterait la ratification de la charte européenne des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe.

(Question n° 26563-08.03.1999).

JO n° 17 du 26 avril 1999

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur la nature juridique de la clause d'exclusivité instaurée dans le pacte d'associés qui liait France 2 et France 3 à la société TPS, afin d'apprécier les conséquences de la décision de la ministre de mettre fin à la diffusion numérique de ces deux chaînes sur le bouquet satellitaire TPS.

(Question n° 18512-24.08.1998).

- M. Henry Chabert sur la répartition des crédits du fonds du patrimoine entre Paris et la province en 1998.

(Question n° 25179-15.02.1999).

- M. Dominique Bussereau sur l'importance de faire mieux connaître en France, par une grande exposition, le peintre d'origine chinoise Zao Wou-ki, médiateur de l'amitié sino-française.

(Question n° 25434-15.02.1999).

- M. Paul Dhaille sur l'intention de la ministre de faciliter la mise sur pied d'un véritable système d'indemnisation des périodes de chômage spécifique des emplois intermittents du spectacle.

(Question n° 25668-22.02.1999).

- M. Jacques Péliissard sur le souhait des archéologues des associations et des collectivités locales, qui craignent une position de monopole du futur Centre national de la recherche archéologique, d'une concertation de tous les acteurs de l'archéologie préventive afin que le projet de loi portant réforme de la profession reconnaisse et précise leur rôle.

(Question n° 25799-22.02.1999).

- M. Claude Gatignol sur la nécessité de clarifier par un texte réglementaire ou par une loi la situation, qui a fortement évolué, des maîtres d'œuvre en bâtiment vis à vis de l'ordre des architectes pour obtenir leur agrément en architecture.

(Question n° 25834-01.03.1999).

- M. Jacques Desallangre sur la nécessité de réformer l'AFAN afin de conforter son rôle et de rassurer ses 1200 agents aux situations précaires, depuis l'avis de la Commission nationale de la concurrence du 19 mai 1998 qui indiquait que les fouilles archéologiques préventives relevaient du domaine concurrentiel et que l'AFAN exerçait de ce

fait un abus de position dominante.

(Question n° 25933-01.03.1999).

- MM. François Loncle, Denis Jacquat, Pierre Hellier, Bruno Bourg-Broc, Jacques Godefrain, Anicet Turinay, Jean-Yves Le Déaut, Philippe Vuilque, Jean-Claude Mignon, François Baroin, Christian Kert et Alfred Recours sur la protection des œuvres musicales et audiovisuelles dans le cadre du développement du multimédia et de la société de l'information eu égard à l'accroissement alarmant de la distribution et de la vente de copies pirates.

(Questions n° 26054-01.03.1999 ; 26074-01.03.1999 ; 26075-01.03.1999 ; 26089-01.03.1999 ; 26540-08.03.1999 ; 26571-08.03.1999 ; 26631-08.03.1999 ; 26762-15.03.1999 ; 26777-15.03.1999 ; 26798-15.03.1999 ; 26889-15.03.1999 ; 26979-15.03.1999).

- M. Bruno Bourg-Broc sur le nombre de femmes nommées à des postes de directeur régional des affaires culturelles depuis la prise de fonction de la ministre. (Question n° 26916-15.03.1999).

- M. François Goulard sur les risques inhérents au nouveau plan de modernisation décidé par les sociétés de messageries de la presse pour la période 1998-2001 : baisse de la rémunération des dépositaires, accentuation des concentrations dangereuses pour la libre diffusion des publications, etc. (Question n° 27129-22.03.1999).

SÉNAT

JO n° 9 du 4 mars 1999

Réponses aux questions de :

- M. Charles de Cuttoli sur la réalité de l'intention du Gouvernement, mentionnée dans la presse, de réserver dorénavant à Radio-France internationale la totalité des crédits versés jusqu'ici à l'ensemble des chaînes de radio et de télévision publiques. (Question n° 10876-17.09.1998).

- Mme Danièle Pourtaud sur les manquements, non sanctionnés par le CSA, au quota de 20% prévus par la loi quant à la diffusion à la radio de nouvelles chansons françaises (nouvelles productions et surtout nouveaux talents) et sur le moyen réglementaire ou législatif qui favoriserait leur promotion. (Question n° 11527-22.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la suite qui sera donnée à la demande de la Commission nationale des musiques actuelles, dans son rapport de septembre 1998 (*Le Monde* du 18/9/1998, p. 29), que soit poursuivi le «Plan Labels» consacré de 1990 à 1992 au soutien financier des petites entreprises du secteur musical. (Question n° 11750-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur quatre suggestions du rapport (p.I-17) du Conseil économique et social (séance du 8 juillet 1998) intitulé *Les arts de la*

piste : une activité fragile entre tradition et innovation, visant à l'harmonisation des enseignements du cirque : rendre cohérents les niveaux de formation existant et la repartition des subventions entre les écoles, généraliser leur agrément par la Fédération française des écoles du cirque, accorder le statut d'établissement public au Centre national des arts du cirque.

(Questions n° 12745-10.12.1998 ; 12751-10.12.1998 ; 12752-10.12.1998 ; 12753-10.12.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre d'assouplir la législation interdisant la publicité pour les livres à la télévision, la France étant le seul pays d'Europe où elle reste interdite.

(Question n° 12749-10.12.1998).

- M. Alfred Foy sur l'opportunité d'abaisser les coûts d'accès aux loisirs culturels (musées, expositions), et d'imaginer des moyens de fidéliser les clientèles familiales, tant à des fins culturelles que pour rentabiliser les efforts de valorisation des fonds et les dépenses de fonctionnement engagées.

(Question n° 12832-10.12.1998).

- M. Ivan Renar sur l'insuffisance du budget alloué au Centre-Pompidou au regard de ses missions d'innovation culturelle dans le cadre du service public et sur la nécessité d'accompagner sa réouverture, le 1^{er} janvier 2000, de moyens accrus.

(Question n° 13068-24.12.1998).

- M. Michel Barnier sur le souhait de l'Association de soutien à la chaîne régionale 8 Mont-blanc, télévision des pays de Savoie, que la CSA inclue dans son appel d'offre la fréquence laissée vacante par la société T2S, sur laquelle elle émettait.

(Question n° 13096-24.12.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'aboutissement de la réflexion engagée avec le secrétaire d'État à l'industrie, évoquée par la ministre en réponse à la question n° 7966 (JO-Sénat du 25 juin 1998, p. 2057-2058), sur les avantages de la télévision hertzienne quant à l'accroissement des possibilités de sous-titrage en faveur des sourds et malentendants. (Question n° 13169-24.12.1998).

- M. Marcel Vidal sur la nécessité de créer des «prépas» publiques au concours d'entrée à l'ENSAD afin de remédier au caractère élitiste de l'enseignement du design en France (écoles publiques peu nombreuses et submergées de candidatures, écoles privées coûteuses) et sur l'opportunité d'envisager la création d'une école de design dans le sud de la France. (Question n° 13411-14.01.1999).

JO n° 11 du 18 mars 1999

Réponses aux questions de :

- M. Pierre Biarnès sur l'opportunité de modifier l'article 15 du cahier des charges de France 2, faisant

obligation à la chaîne de diffuser des émissions à caractère religieux liées aux principaux cultes, pour l'élargir à des courant rationalistes ou libre-penseurs compte tenu de la désaffection pour le religieux dont témoignent les résultats des sondages menés au cours des 10 dernières années.

(Question n° 11357-15.10.1998).

- M. Charles de Cuttoli sur l'état détaillé du fonds de roulement de la société nationale de programme Radio France Internationale (RFI) pour les années 1996, 1997 et 1998 et sur son affectation réelle.

(Questions n° 11932-05.11.1998 ; 13315-31.12.1998).

- M. Gérard Cornu sur le recrutement, ou le maintien en poste, de professeurs contractuels de musique dans les écoles et les sociétés de musique des communes, notamment en Eure-et-Loir, depuis l'obligation légale d'effectuer les nominations à partir des listes des centres de gestion de la fonction publique territoriale.

(Question n° 12326-26.11.1998).

- M. Jean-Jacques Robert sur la possibilité de revenir sur le classement de la synagogue désaffectée de Balbronn (19^{ème} siècle), cause de l'embargo sur le projet de son transfert à Jérusalem alors qu'Israël avait déjà aménagé un site d'accueil et investi pour les travaux de démontage, et qui laisse cet édifice délabré à l'abandon, sa restauration s'avérant trop coûteuse pour la direction des monuments historiques.

(Question n° 12376-26.11.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'avancement des négociations engagées par le CSA avec les chaînes privées TF1 et M6 en faveur du sous-titrage des émissions de télévision à destination des malentendants, annoncées par la ministre dans sa réponse à une précédente question sénatoriale (n° 7966 in JO-Sénat n° 26 du 25 juin 1998).

(Question n° 13170-24.12.1998).

- M. Jean-Pierre Raffarin sur les garanties que peut fournir le Gouvernement que les langues de moindre notoriété, mais d'une réelle authenticité telles que le poitevin saintongeais, ne seront pas oubliées sur la liste, en cours d'établissement, des langues régionales et minoritaires auxquelles s'appliquera la charte européenne.

(Question n° 13551-21.01.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur le montant de la subvention accordée par le ministère de la culture au Conseil national des arts culinaires en 1998, et pour 1999, et sur le contrôle exercé quant à son bon fonctionnement, à l'utilité de ses dépenses et au bon emploi des subventions qu'il reçoit.

(Question n° 13787-28.01.1999).

JO n° 12 du 25 mars 1999

Réponse à la question de :

- Mme Marie-Madeleine Dieulangard sur les grands

axes et les domaines d'application retenus par le programme de développement du site Internet au centre Georges-Pompidou.

(Question n° 13557-21.01.1999).

JO n° 13 du 1^{er} avril 1999

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur la réaction de la ministre à la lettre que lui a adressé l'Union des producteurs de films (UPF) (*Le Figaro Économie* du 24 octobre 1998) pour demander que les transferts de publicité vers les chaînes de télévision publiques soient réinvestis prioritairement dans la production d'œuvres.

(Question n° 11955-12.11.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre de tenir compte de l'avis du Conseil économique et social (séance du 8 juillet 1998) sur le rapport intitulé *Les arts de la piste : une activité fragile entre tradition et innovation*, dont les auteurs estiment (p.I-8) : "qu'il conviendrait d'encourager le développement d'une profession émergente à l'image de ce qui existe dans le théâtre et la variété : celle de «tourneur» de cirque, organisateur de tournée dans le domaine du cirque», et de mettre en place une formation adaptée.

(Question n° 12461-26.11.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la réaction des journalistes à certaines propositions du rapport d'expertise de M. Claude Sales (13 février 1998) sur leur profession et ses formations : la création d'un observatoire des médias, de conventions de formation en entreprise, la constitution de pôles pour les études, et sur l'avancement de la concrétisation de ces idées.

(Question n° 13018-17.12.1998).

- MM. Bernard Seillier, Jean Puech, Jean-Paul Hugot et Xavier Darcos sur la nécessité pour l'État, partenaire des filières de presse, et garant de l'équité et de la pluralité de la presse, de rassurer les dépositaires de presse préoccupés par la décision unilatérale des NMPP, annoncée le 24 novembre 1998, de baisser leur rémunération, afin d'alimenter le fonds de modernisation du réseau diffuseur dans le cadre du nouveau plan de modernisation (1998-2000), au risque de mettre en cause l'équilibre actuel et l'emploi.

(Questions n° 13521-21.01.1999 ; 13657-28.01.1999 ; 13810-04.02.1999 ; 13966-04.02.1999).

- M. Serge Godard sur l'opportunité d'envisager une loi qui préciserait les devoirs et les droits de l'État et des maîtres d'ouvrage quant à la pratique et au financement de l'archéologie préventive afin de mettre un terme aux tensions résultant du monopole illégal et sans contrôle scientifique et administratif de l'AFAN.

(Question n° 13871-04.02.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur l'état d'avancement de la dotation de tous les établissements culturels d'un site Internet, annoncée par la *Lettre d'information* du ministère de la culture (n° 35, 7 octobre 1998). (Question n° 13914-04.02.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention du Gouvernement de rassurer les étudiants en architecture qui dénonçaient, lors de leur manifestation du 27 janvier 1999, des suppressions de postes d'enseignants et la mise en place d'une licence d'exercice en deux ans après obtention du diplôme d'architecte. (Question n° 14072-11.02.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur l'état actuel des relations culturelles entre la France et le Portugal, sur l'intention de les renforcer depuis le voyage présidentiel des 4 et 5 février 1999 et sur les projets communs pour 1999. (Question n° 14252-18.02.1999).

JO n° 14 du 8 avril 1999

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur la concrétisation de l'intention de la ministre, annoncée en réponse à une précédente question écrite (n° 6756 p. 1224 du JO-Sénat du 16 avril 1998), de modifier, avec ses partenaires ministériels, les textes afin de clarifier la situation des architectes désirant exercer une activité d'entreprise immobilière. (Question n° 11951-12.11.1998).

- M. Marcel Vidal sur l'intention du Centre national de la cinématographie (CNC) de poursuivre sa politique de soutien au jeune cinéma français. (Question n° 12592-03.12.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre de créer un nouvel organisme gérant un fonds de soutien aux arts du cirque, comme le préconisent les auteurs de l'avis du Conseil économique et social (séance du 8 juillet 1998) sur le rapport intitulé *Les arts de la piste : une activité fragile entre tradition et innovation* (p.I-15), afin de réactiver les missions anciennement dévolues à l'Association nationale pour le développement des arts du cirque. (Question n° 12747-10.12.1998).

- M. Gilbert Chabroux sur un accord de 1960 liant la direction des Archives de France à une société de généalogie américaine autorisée depuis l'arrêté du 28 septembre 1987 à microfilmer les registres d'état civil de plus de cent ans, alors que cette tâche semble être une prérogative de l'État. (Question n° 13894-04.02.1999).

- M. Louis Souvet sur l'intention du Gouvernement de remédier à la saturation des sites de Paris et de Fontainebleau des Archives nationales par l'adoption de la solution préconisée par le rapport Bélaval,

à savoir un regroupement des archives postérieures à 1789.

(Question n° 14196-18.02.1999).

JO n° 16 du 22 avril 1999

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'aboutissement de la réflexion de la Commission européenne sur l'avenir de la coopération culturelle en Europe annoncée par la ministre en réponse à sa question n° 10261 (JO-Sénat du 27 août 1998, pp.2770-2772), sur ses conclusions, et sur le contenu du «nouveau programme-cadre en faveur de la culture (européenne) pour les années 2000-2005», s'il a été défini. (Question n° 14253-18.02.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur le nombre de projets littéraires qui ont reçu une aide en 1998 dans le cadre du programme européen Ariane «destiné à accroître la connaissance et la diffusion de la création littéraire, et de l'histoire des peuples européens...», cité par la ministre en réponse à sa question n° 10621. (Question n° 14254-18.02.1999).

JO n° 17 du 29 avril 1999

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'opportunité de mettre en place «une synergie interministérielle - particulièrement entre les ministères de la culture et de la jeunesse et des sports - dans le domaine du loisir et de la formation des enfants et des jeunes» comme le recommandent les auteurs de l'avis du Conseil économique et social (séance du 8 juillet 1998) sur le rapport intitulé *Les arts de la piste : une activité fragile entre tradition et innovation*. (Question n° 12750-10.12.1998).

- M. Jean-Pierre Raffarin sur la constatation qu'aucune grande exposition n'a été organisée à Paris en l'honneur du peintre d'origine chinoise Zao Wou-ki, médiateur de l'amitié sino-française. (Question n° 13324-07.01.1999).

- M. Jacques Baudot sur les mesures réglementaires ou législatives envisagées, dans le cadre de la future négociation du régime particulier d'assurance chômage qui inquiète les intermittents du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel, pour pérenniser leur régime au sein de l'UNEDIC qui protège les professionnels dont le nombre de contrats est insuffisant pour ouvrir des droits ASSÉDIC. (Question n° 13644-28.01.1999).

- MM. Emmanuel Hamel, Daniel Eckenspieller, Bernard Fournier, Pierre Hérisson, Roger Hesling, Michel Pelchat, René-Pierre Signé, M. Jacques Delong et Mme Danièle Pourtaud sur la demande des professionnels du monde musical d'un cadre

juridique “mettant hors la loi piratage et gravage” de copies de disques effectuées à partir du compact disc original ou d’un téléchargement en ligne via Internet, et dont le trafic illicite atteint 10% du marché français de la musique (*Le Figaro Économie* du 23 janvier 1999, p.11C).

(Questions n° 14074-11.02.1999 ; 14571-11.03.1999 ; 14592-11.03.1999 ; 14655-11.03.1999 ; 14663-11.03.1999 ; 14668-11.03.1999 ; 14764-18.03.1999 ; 14794-18.03.1999 ; 14868-18.03.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur les dispositions qui seront prises pour améliorer les conditions de travail à la Bibliothèque de France, en réaction à la pétition de chercheurs et lecteurs mécontents citée par *Le Figaro* du 28 janvier 1999.

(Question n°14075-11.02.1999).

- M. Louis Souvet sur l’intention du Gouvernement de définir précisément, dans le cadre de la réforme de l’archéologie préventive, le rôle des archéologues bénévoles, et celui que conservera le Conseil national de la recherche d’archéologie en réponse aux interrogations de la Fédération française d’archéo-

logie et des services régionaux d’archéologie.

(Question n° 14195-18.02.1999).

- M. André Boyer sur le souhait des archéologues des associations et des collectivités locales, qui craignent une position de monopole du Centre national de la recherche archéologique, que le projet de loi portant réforme de l’archéologie préventive reconnaisse et précise leur rôle.

(Question n° 14206-18.02.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur la mise en œuvre, le contenu et l’ampleur de la numérisation des collections des bibliothèques municipales annoncée par la ministre dans sa réponse à une question écrite (n° 8845 in JO-Sénat du 23 juillet 1998).

(Question n° 14259-18.02.1999).

- MM. Jean Delaneau, Yann Gaillard et Jean Bernard sur les mesures que la ministre entend prendre, et dans quel délai, pour mettre un terme à la vente de copies numériques musicales pirates qui pénalise toute la filière du disque : auteurs, interprètes et éditeurs.

(Questions n°14323-25.02.1999 ; 14340-25.02.1999 ; 14367-25.02.1999).

Divers

Décision du 11 mars 1999 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

Dérogation accordée pour les œuvres cinématographiques intitulées :

- DRÔLE DE COUPLE 2..... 2 avril 1999 (CIC VIDÉO)
- LES 3 NINJAS SE DÉCHAÎNENT..... 4 mai 1999 (GAUMONT COLUMBIA
TRISTAR HOME VIDÉO)
- DANCER TEXAS (LE RÊVE DE LA VILLE)..... 4 mai 1999 (GAUMONT COLUMBIA
TRISTAR HOME VIDÉO)
- CANTIQUE DE LA RACAILLE..... 14 avril 1999 (LE STUDIO CANAL+)
- SEXE ET AUTRES COMPLICATIONS..... 7 avril 1999 (GAUMONT COLUMBIA
TRISTAR HOME VIDÉO)
- LES KIDNAPPEURS..... 25 mars 1999 (FRANCE TÉLÉVISION DISTRIBUTION)
- LE GÉNÉRAL..... 1^{er} avril 1999 (PATHÉ VIDÉO)
- PILE ET FACE..... 1^{er} avril 1999 (PATHÉ VIDÉO)
- EN PLEIN CŒUR..... 25 mai 1999 (FILM OFFICE)
- LE POULPE..... 14 avril 1999 (LE STUDIO CANAL+)
- EXCALIBUR L'ÉPÉE MAGIQUE..... 20 avril 1999 (WARNER HOME VIDÉO)
- À VENDRE..... 28 février 1999 (LE STUDIO CANAL+)
- SMALL SOLDIERS..... 21 mai 1999 (CIC VIDÉO)
- NY NAME IS JOE..... 14 mai 1999 (FILM OFFICE)
- HANUMAN..... 1^{er} juin 1999 (GAUMONT)
- CEUX QUI M'AIMENT PRENDRONT LE TRAIN..... 28 février 1999 (LE STUDIO CANAL+)
- LAUTREC..... 14 avril 1999 (LE STUDIO CANAL+)
- SIX JOURS SEPT NUITS..... 26 avril 1999 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- LA VIE RÊVÉE DES ANGES..... 1^{er} juin 1999 (FRANCE TÉLÉVISION DISTRIBUTION)
- FOURMIZ..... 11 août 1999 (CIC VIDÉO)
- THE TRUMAN SHOW..... 28 juillet 1999 (CIC VIDÉO)
- SCREAM 2..... 7 avril 1999 (LE STUDIO CANAL+)
- L'HOMME QUI MURMURAIT À L'OREILLE DES CHEVAUX..... 2 juin 1999 (BUENA VISTA
HOME ENTERTAINMENT)
- L'ARME FATALE 4..... 20 avril 1999 (WARNER HOME VIDÉO)
- ARMAGEDDON..... 5 mai 1999 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces œuvres en salles.

Décision du 29 mars 1999 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

1) Dérogation accordée pour les œuvres cinématographiques suivantes :

- CASSES EN TOUS GENRES..... 13 juillet 1999 (CIC VIDÉO)
- VIDANGE..... 21 avril 1999 (LONELY PICTURES)
- LA MÉTHODE ZÉRO..... 20 avril 1999 (GAUMONT COLUMBIA
TRISTAR HOME VIDÉO)
- L'IMPITOYABLE LUNE DE MIEL..... 1^{er} juin 1999 (E.D. DISTRIBUTION)
- SUE PERDUE DANS MANHATTAN..... 31 mars 1999 (ARTE VIDÉO)
- J'AIMERAIS PAS CREVER UN DIMANCHE..... 5 mai 1999 (FILM OFFICE)
- L'OBJET DE MON AFFECTION..... 25 mars 1999 (PFC VIDÉO)

- PAS VU PAS PRIS.....	18 mai 1999 (C-P PRODUCTIONS)
- L'ÉTERNITÉ ET UN JOUR.....	31 mars 1999 (ARTE VIDÉO)
- HASARDS OU COÏNCIDENCE.....	20 avril 1999 (OPENING EDITION)
- BIMBOLAND.....	23 juin 1999 (GAUMONT)
- CONTE D'AUTOMNE.....	4 mai 1999 (OPENING EDITION)
- FESTEN.....	23 juillet 1999 (FILM OFFICE)
- HORS D'ATTEINTE.....	2 juillet 1999 (CIC VIDÉO)
- MEURTRE PARFAIT.....	7 juin 1999 (WARNER HOME VIDÉO)
- CLAIRE DOLAN.....	1 ^{er} mai 1999 (FILM OFFICE)
- ELIZABETH.....	31 mai 1999 (POLYGRAM VIDÉO)
- LE PETIT MONDE DES BORROWERS.....	5 mai 1999 (POLYGRAM VIDÉO)
- CHAPEAU MELON ET BOTTES DE CUIR.....	19 mai 1999 (WARNER HOME VIDÉO)
- PARASITES.....	1 ^{er} juin 1999 (FILM OFFICE)

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces œuvres en salles.

2) Dérogation accordée :

- à la date du 27 avril 1999 pour l'œuvre cinématographique intitulée " CHAT NOIR CHAT BLANC " et non pas à la date du 20 avril 1999 demandée par la société TF1 Vidéo, compte tenu des résultats d'exploitation qui dépassent à ce jour 600.000 entrées salles en France et des avis rendus par la commission de dérogation au délai vidéo depuis trois ans, aboutissant à ne pas octroyer de dérogation à moins de 7 mois pour tout film ayant réalisé plus de 400.000 entrées salles en France ;

- à la date du 16 juin 1999 pour l'œuvre cinématographique intitulée " GODZILLA " et non pas à la date du 9 juin 1999 demandée par la société Gaumont Columbia Tristar Home Vidéo, compte tenu des résultats d'exploitation qui dépassent à ce jour 3.000.000 entrées salles en France et des avis rendus par la commission de dérogation au délai vidéo depuis trois ans, aboutissant à ne pas octroyer de dérogation à moins de 9 mois pour tout film ayant réalisé plus de 1.300.000 entrées salles en France ;

3) Dérogation refusée :

- à la date du 21 avril 1999 pour l'œuvre cinématographique intitulée " X FILES - COMBATTRE LE FUTUR " présentée par la société PFC Vidéo qui a réalisé à ce jour plus de 1.700.000 entrées salles en France et ce, compte tenu des avis rendus par la commission de dérogation au délai vidéo depuis trois ans qui aboutissent à ne pas octroyer de dérogation à moins de 9 mois pour tout film ayant réalisé plus de 1.300.000 entrées salles en France, et alors que rien dans la demande de la société PFC Vidéo ne justifie un traitement différent ;

- à la date du 18 mai 1999 pour l'œuvre cinématographique intitulée " MARY À TOUT PRIX " présentée par la société PFC Vidéo qui a réalisé à ce jour plus de 3.000.000 entrées salles en France et ce, compte tenu des avis rendus par la commission de dérogation au délai vidéo depuis trois ans qui aboutissent à ne pas octroyer de dérogation à moins de 9 mois pour tout film ayant réalisé plus de 1.300.000 entrées salles en France, et alors que rien dans la demande de la société PFC Vidéo ne justifie un traitement différent.



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 120 F =pour l'année 19.....
soit 18,29 euros

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la culture, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 4 rue d'Aboukir, 75002, Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avance et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur + griffe de l'établissement.